

CASAS-VIEJAS: RÉFORMISME ET ANARCHISME EN ANDALOUSIE (1870-1933)

par Gérard BREY et Jacques MAURICE

NOTE SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'ESPAGNE LIBERTAIRE:

C'est à la faveur de la révolution libérale bourgeoise de septembre 1868 que l'Association internationale des Travailleurs pénètre en Espagne et s'implante à partir de deux grands pôles: la Catalogne industrielle et l'Andalousie rurale. Très vite, l'orientation de Bakounine l'emporte sur celle de Marx, et pendant le dernier tiers du 19^e siècle les militants anarchistes effectuent parmi les masses populaires un intense travail de propagande. Ils n'en recueillent pourtant tous les fruits que dans les premières années du 20^e siècle, après que la défaite humiliante de 1898 ait révélé la profondeur de la crise où se trouve plongée l'Espagne. C'est alors, et seulement alors, que l'anarchisme s'enracine, sous sa forme syndicaliste, en Catalogne et devient, grâce à la création de la CNT, un véritable mouvement de masse (800.000 adhérents fin 1919). De son foyer catalan, il irradie vers d'autres régions, en particulier le Levant (Valence) et l'Andalousie, et ultérieurement l'Aragon. Il prend la tête des luttes sociales dans une période caractérisée par les retombées économiques de la Première Guerre mondiale et par l'impact de la révolution soviétique. Mais, en butte à la répression, la CNT secrète des groupes de «pistoleros» qui, en provoquant le contre-terrorisme patronal et gouvernemental, affaiblissent l'organisation. Dès lors, deux orientations s'affrontent: la ligne «possibiliste» des «syndicalistes» pour qui la CNT est une organisation «purement économique», autonome par rapport à l'idéologie libertaire; la tendance «spontanéiste» qui se regroupe autour de la FAI, pour qui tout projet d'«anarchisme constructif» porte en lui l'hydre de l'Etat, oppresseur de l'individu. Le conflit, souterrain pendant la dictature du général Primo de Rivera, éclate au grand jour dès que la Confédération peut reprendre son activité publique en 1930-1931. Car, après avoir contribué à l'instauration de la Seconde République, l'anarchisme adopte en quelques mois la conception volontariste de la FAI et tente par trois fois de forcer le cours des choses en déclenchant des insurrections dans les régions où il a une base de masse. A la suite de leur échec, la CNT va perdre pendant deux ans l'initiative: en octobre 1934, elle n'interviendra activement qu'aux Asturies. Elle parvient cependant à refaire son unité en mai 1936, à Saragosse, avec la réintégration des exclus et des dissidents sur la base d'un projet qui fait de la commune la pièce maîtresse de la société post-révolutionnaire. Dans la longue marche vers le communisme libertaire, un pas décisif venait d'être franchi.

Rien ne prédestinait le nom de Casas-Viejas (Benalup de Sidonia), petit village de 1.500 habitants situé au sud de la province de Cadix dans une région d'élevage insalubre, à passer à la postérité. La notoriété lui vint des événements sanglants qui s'y déroulèrent en janvier 1933, quelques jours après l'échec du soulèvement anarchiste en Catalogne et au Levant: vingt-et-un paysans périrent - douze d'entre eux exécutés sommairement - le 12 au matin, payant chèrement leur tentative d'instaurer le «communisme libertaire» (1).

Les historiens de l'Espagne contemporaine accordent à ces événements une attention particulière. En général, ils s'intéressent moins au déroulement des faits, résumés très succinctement - au prix d'inexactitudes ou d'omissions - qu'à leurs conséquences politiques (2). Leur optique n'a pas de quoi surprendre: elle reflète l'émotion qui s'empara alors de l'opinion publique, choquée d'apprendre que le corps d'élite créé par la République soit-disant pour se défendre: les *guardias de asalto* avait réprimé une émeute locale plus durement que ne le faisait la garde civile, de sinistre réputation. Cette optique est légitime si l'on tient compte aussi de l'exploitation politique de l'affaire - notamment sur le plan parlementaire - par les adversaires du gouvernement Azana et de la coalition qui le soutenait, formée des républicains de gauche et des socialistes (3).

Il est indéniable que le gouvernement Azana fut mortellement blessé par les retombées politiques d'une répression qu'on lui imputa à crime: ce fut dès lors le «gouvernement de Casas-Viejas». C'est dans ces conditions que le soulèvement du village et la répression qui s'ensuivit se virent attribuer une valeur exemplaire: ils symbolisaient l'incapacité du gouvernement républicano-socialiste à résoudre le problème agraire. Ensuite, la conscience populaire, prenant le relais, eut tendance à leur donner la dimension du mythe: ainsi le vieux «Seisdedos» apparut-il comme un personnage épique (4). A cet égard, il est naturel que la propagande anarchiste ait joué un rôle considérable (5). Il n'est pas sûr cependant que les soulèvements paysans d'inspiration libertaire aient, pendant la seconde République, revêtu l'ampleur qu'on leur accorde d'habitude (6). En outre, force est bien de constater que, dans la plupart des ouvrages, les particularités structurelles et conjoncturelles de Casas-Viejas sont escamotées. Il devient alors difficile, voire impossible, d'expliquer pourquoi, en janvier 1933, le millénarisme paysan s'exprima à Casas-Viejas plutôt qu'ailleurs, pourquoi aussi un incident très localisé prit très vite les proportions d'une tragédie nationale (7).

(1) Il convient de rappeler que deux gardes civils (dont le sergent du poste) succombèrent aux blessures reçues de leurs assaillants le 11 au matin (d'après le *Diario de Cádiz* du 13 janvier).

(2) Le récit des faits le plus complet se trouve dans Arraras, *Historia de la segunda República española*, Madrid, Ed. Nacional, 1964, tome II, p. 81-86. Cf. également: E. Malefakis, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*. Barcelone, 1971, p. 300-301, et A. Ramos-Oliveira, *Historia de España*, México, 1952, tome III, p. 42.

(3) La chronologie des débats parlementaires est résumée dans Arraras, *op. cit.*, t. II, p. 87-91 et p. 95-105. Commencés le 1er février, à la réouverture des Cortes, ils ne seront clos que le 16 mars. Azaña, remplaçant son ministre de l'Intérieur malade (Casares Quiroga), ne prononcera pas moins de huit discours (recueillis dans *Obras Completas*, Mexico, 1966, tome II). On peut se reporter aussi à A. Morí: *Crónica de las Cortes Constituyentes de la segunda República*, Madrid, 1932-1933, dont le tome XI est consacré aux débats sur les événements de Casas-Viejas; il contient les témoignages recueillis par la Commission parlementaire officielle et le rapport de la Commission officielle.

(4) Sur l'idéalisation de la figure de Seisdedos, cf. notamment : Bhenan, *El Laberinto español*, Paris, 1962, et J. Hobsbawm, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, 1966, p. 102.

(5) L'une des brochures publiées par la CNT : *La verdad sobre la tragedia de Casas-Viejas*, Barcelone, 1933, ira jusqu'à comparer l'un des paysans, roué de coups et poussé par les gardes jusqu'à la cabane encerclée, au Christ gravissant, pliant sous sa croix, le Golgotha.

(6) Malefakis, *op. cit.*, p. 344-345: «De notre point de vue, l'aspect le plus intéressant de ces insurrections (celles déclenchées par la CNT en janvier 1932, janvier et décembre 1933 - note des auteurs) réside dans le fait qu'elles furent rarement secondées avec efficacité par les comités paysans locaux. Cela a été estompé par la notoriété acquise par les événements de Casas-Viejas, l'un des rares villages andalous qui appuya le soulèvement de janvier 1933».

(7) En Andalousie, en effet, l'agitation paysanne fut très localisée: quelques bourgs de la province de Cadix, deux villages de la province de Séville. Cf. Malefakis, *op. cit.*, p. 345, note 45, et Arraras, *op. cit.*, p. 80, qui donne la précision suivante: «A La Rinconada (province de Séville), les syndicalistes, dirigés par le secrétaire du syndicat, surnommé «Cinq réaux», proclamèrent le communisme libertaire sans tirer un coup de feu. A l'arrivée des forces de la Garde civile, les rebelles amenèrent le drapeau rouge et noir, hissé sur la mairie, et rentrèrent chez eux».

Aussi nous garderons-nous d'épouser le climat passionnel qui régnait en Espagne en ce début d'hiver 1933. En réalité, ce fut Azaña lui-même qui contribua à le créer en ressuscitant, dans son premier discours aux Cortes, le spectre, vieux d'un demi-siècle, de la *Mano Negra* (8) et en invoquant une espèce de fatalité pour expliquer, sinon justifier, la dureté de la répression (dont il ne connaissait peut-être pas encore toute l'ampleur ni l'arbitraire): «A Casas-Viejas, il n'est arrivé que ce qui devait arriver»(9). Cette phrase imprudente, détachée de son contexte, l'accula dans les débats suivants à la défensive et favorisa les manœuvres et les coups bas de ses adversaires (10). Pourtant Azaña avait souligné dans le même discours un élément essentiel, mais trop souvent oublié, pour la compréhension des événements de Casas-Viejas: le rôle de la tradition dans la genèse du soulèvement (11). Nous y attachons d'autant plus d'importance qu'un an auparavant un congrès anarchiste avait estimé que Casas-Viejas était «anesthésié» par la politique (12).

C'est pourquoi, avant de retracer à notre tour, d'après des sources de première main, le déroulement des faits et d'en dégager quelques enseignements pour l'histoire du mouvement social dans l'Espagne d'il y a quarante ans, il nous paraît nécessaire de rechercher les racines profondes de l'événement en étudiant les circonstances dans lesquelles s'implanta et se développa l'organisation anarchiste à Casas-Viejas. Ce faisant, nous serons amenés à parler d'abord de Medina-Sidonia, puisque aussi bien Casas-Viejas faisait partie de cette commune et en dépendait administrativement (13).

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE A MEDINA-SIDONIA (1872-1884):

Grâce à deux ouvrages récents (14), nous disposons de documents fondamentaux sur la vie de la Première Internationale en Espagne et, par conséquent, de renseignements assez précis sur l'organisation ouvrière à Medina-Sidonia.

(8) Sur la *Mano Negra*, cf. *infra*, note 41.

(9) Le 23 février, Azaña justifiait ses propos antérieurs dans ces termes: «...quand je disais qu'à Casas-Viejas il était arrivé ce qui devait arriver, je ne pensais ni ne savais qu'à Casas-Viejas il fût arrivé quelque chose qu'une personne d'honneur ne pût approuver».

(10) Il y eut, pendant la première quinzaine du mois de mars, une cascade de «révélations» d'où il ressortait qu'ordre avait été donné en haut lieu de ne pas faire de prisonniers. Le 15, la veille de la clôture du débat sur Casas-Viejas, un capitaine d'état-major, Bartolomé Barba, prêta à Azaña cet ordre terrible: «Tirez au ventre». Rappelons que cet officier fut l'un des fondateurs, début 1934, de l'Union militaire espagnole, organisation clandestine destinée à lutter contre la République. On s'étonnera dès lors que, dans la seule phrase consacrée à Casas-Viejas dans son livre, C. Lorenzo, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, Paris, 1969, p. 75, reprenne à son compte pareille accusation. Ajoutons que G. Jackson, *La república española y la guerra civil*, Mexico, 1967, précise très clairement le rôle joué par Barba et par Rojas dans les «purgés» de Saragosse et de Grenade dès les premiers jours de la guerre civile. Cf. l'appendice: «La légende noire de la République», p. 427.

(11) Azaña, *op. cit.*, p. 540: «J'ai dit qu'un mouvement anarchiste qui se répand, lorsqu'il se livre à la violence, comme un incendie - car il se répand sur un terrain fertilisé par les propagandes ainsi que par la prédisposition morale et intellectuelle d'un certain nombre de prolétaires - ne peut être traité comme un «complot» car il n'a ni la même organisation ni les mêmes moyens» (discours du 2 février). Sur le rôle de la tradition, cf. P. Vilar, *Histoire de l'Espagne*, Paris, 1958, p. 80-81.

(12) *Memoria del primer congreso comarcal celebrado por la Federación de trabajadores agrícolas de la comarca de Cádiz, en los días 17 y 18 de enero de 1932 en Jerez de la Frontera*. Jerez de la Frontera, 1932.

(13) Casas-Viejas est une *aldea*, c'est-à-dire un petit bourg situé sur le territoire d'une localité plus importante (*municipio*). Il y a à sa tête un *alcalde pedáneo*, espèce de délégué du maire, habilité à prendre les mesures qui s'imposent en cas d'urgence (incendie, inondation, atteintes à l'ordre public). Le 31 janvier 1933, le journal *CNT* accusera cette structure très centralisée d'avoir permis aux administrateurs de la commune de favoriser Medina-Sidonia aux dépens de Casas-Viejas, qui était toujours restée en dehors de leurs préoccupations.

(14) *Asociación internacional de los Trabajadores. Actas de los Consejos y Comisión federal de la Región Española (1870-1874)*. Transcripción y estudio preliminar por Carlos Seco Serrano. Universidad de Barcelona. Publicaciones de la Cátedra de Historia general de España. 1969. Le tome I (LXXI - 403 p.) contient les comptes rendus des réunions tenues par les trois Conseils fédéraux successifs entre le 5 juillet 1870 et le 20 décembre 1872. Le tome II (345 p.) présente les comptes rendus des séances de la Commission fédérale du 7 janvier 1873 au 9 mars 1874, à l'exception de celles tenues entre le 10 mars et le 4 août 1873, résumées dans le *Boletín de la Federación regional española* (que l'on peut consulter à Amsterdam). M. Nettlau, *La Première internationale en Espagne (1868-1888)*. Révision des textes, traductions, introduction, notes, appendices, tableaux et cartes aux soins de R. Lamberet. Dordrecht-Holland. 1969. 683 p. et un portefeuille contenant deux tableaux récapitulatifs et deux cartes.

C'est à l'automne 1872 qu'une fédération locale (f.l.) s'y met en place: implantation relativement tardive si l'on remarque que la f.l. de Cadix, fondée en mai 1870, entre dans la Fédération régionale espagnole (FRE) le 1er septembre avec huit sections (dont une de femmes) (15). Au Congrès de Barcelone (19-26 juin 1870), plusieurs sociétés ouvrières gaditanes sont représentées (16), ainsi que des sections de Jérez de la Frontera,

Au printemps 1872, le Conseil fédéral charge deux de ses membres, Francisco Mora et Anselmo Lorenzo, d'une tournée de propagande et d'explication respectivement en Catalogne-Levant et en Andalousie. C'est alors, raconte Nettlau, que «Mora établit la première grande liste: *Direcciones de las Federaciones locales y Secciones de oficios de que constan* (adresses des fédérations locales et sections de métiers qui les composent), une page de deux colonnes, imprimée, marquée au crayon: 10 février 1872, rédigée à la veille du voyage» (17). D'après cette liste, des f.l. existaient à Cadix (sept sections), Jérez (deux), Puerto de Santa Maria (une) et Puerto Real (cinq); trois étaient en constitution à San Fernando, Sanlúcar de Barrameda et Villamartin. Medina-Sidonia n'est pas mentionné et, d'ailleurs, A. Lorenzo ne s'y rendit point. L'implantation se fait donc d'abord à Cadix où des sociétés ouvrières préexistantes constituent les f.l. . Puis, sans doute à partir de Cadix et Jérez, le mouvement s'étend le long du littoral, dans une zone aux localités rapprochées et en effervescence depuis la «septembrina» de 1868 qui chassa Isabel II du trône (18).

Dans ce contexte, Medina semble être le premier village de la *campiña* (19) gaditane où se soit implantée l'AIT de façon réelle et durable, quoique tardive et limitée, à partir du jour de septembre 1872 où un certain Diego Rodríguez Vargas adhère individuellement, grâce au prosélytisme d'un militant de Cadix. Régulièrement, les progrès de l'Internationale dans ce village sont signalés. Ainsi, le 24 septembre: «Le camarade (*compañero*) qui a adhéré nous fait part de la situation précaire du village, victime du fanatisme politique, grâce auquel des bandes d'ambitieux ont réussi à l'exploiter pendant de nombreuses années. Il dit aussi que les travailleurs sont en train d'ouvrir les yeux sur tous ces farceurs et il espère qu'il aura organisé en novembre une Section de métiers divers» (20).

Son énergie lui permet effectivement de tenir son pari, car, dès le 4 octobre, «le camarade qui a adhéré nous annonce qu'il a pu regrouper vingt travailleurs qui se sont constitués en Section. [...] Il demande des statuts, des brochures et tout ce qui pourra être utile pour la propagande» (21). L'enthousiasme se communique à toute la f.l. qui, officiellement admise au sein de la FRE le 5 novembre, décide de tenter un réel effort de propagande par la diffusion de brochures: avec ses vingt militants, Medina s'abonne au journal *La Razón* de Séville et commande au moins soixante-dix brochures (22).

(15) D'après Nettlau, *op. cit.*, p.120 ; cependant, la constitution de la f.l. de Cadix est annoncée le 10 août 1870 dans *Actas*, I, p. 12.

(16) Voir le détail dans Nettlau, *op. cit.*, p. 79.

(17) Nettlau, *op. cit.*, p. 107. Sur les circonstances et les buts de ce périple, cf. *ibid.*, p. 104-109, et A. Lorenzo, *El proletariado militante*, Toulouse, 1946, t. I, p. 251-257.

(18) Seules exceptions éphémères: les *pueblos* intérieurs d'Arcos de la Frontera et de Villamartin qui essayent, sans lendemain immédiat, de se constituer en f.l. vers mars 1870 et avril 1872 respectivement.

(19) On désigne généralement par ce terme, en Andalousie, les régions de culture les plus fertiles, par opposition à la *sierra*, régions accidentées, boisées et de sol plus pauvre.

(20) *Actas*, I, p. 264. Ce désenchantement et cette méfiance à l'égard des «politiciens» bourgeois qui étaient arrivés au pouvoir à la faveur de la «Révolution de 1868» et s'opposaient en fait à tout changement radical pourraient bien expliquer le ralliement de cet homme à l'AIT et le dynamisme qu'il déploie pour organiser les travailleurs de Medina.

(21) *Actas*, I, p. 280.

(22) *Actas*, I, p. 325-326, où l'on trouve le détail de cette commande qui illustre bien le désir de s'émanciper par l'instruction des travailleurs de ce village dont la population, en principe scolarisée, c'est-à-dire celle âgée de plus de neuf ans d'après la loi sur l'Instruction publique de 1857, était en fait analphabète à 73%. José Hiraldo (*Andalucía libertaria y mártir*, Paris, s.d., 62 p.) raconte comment le soir «ceux qui savaient lire le faisaient à voix haute pour instruire leurs compagnons d'infortune» ou comment certains analphabètes «glissaient dans leur poche leur alphabet, leur crayon et leur carnet et mettaient à profit chaque minute de repos pour apprendre à lire et à écrire, aidés par quelque camarade bienveillant» (p. 28). Même témoignage chez J. D. del Moual, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas. Córdoba. (Antecedentes para una reforma agraria)*, Madrid, 1967, 509 p. (p. 190-191).

La situation économique du village dut aussi favoriser le rassemblement des travailleurs, même si d'un autre côté, elle freinait les adhésions à cause de la cotisation mensuelle: «Après de nombreuses semaines de chômage, on travaille maintenant pour un salaire de trois réaux et un gazpacho réglementaire de pain et d'eau» (23).

Malgré ces salaires de misère, Medina verse dix réaux à la suite de la circulaire imprimée du 22 octobre 1872 «*A todas las secciones obreras de la Región Española*», dans laquelle le secrétaire général, Francisco Tomás, demande de soutenir six grèves en cours et «de ne pas en provoquer de nouvelles parce qu'elles porteraient préjudice au développement de notre organisation sociale» (24).

Ce n'était pas là l'unique difficulté du prolétariat espagnol, alors secoué par les affrontements entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine au congrès de scission de La Haye (2-7 septembre 1872). La FRE y délègue González Morago, Marselau, Farga Pellicer et le Français C. Alerini, alors réfugié à Barcelone. Ceux-ci assistent à leur retour au Congrès «anti-autoritaire» de Saint-Imier le 15 septembre.

Les remous et les querelles suscités par ces deux événements parviennent jusqu'à Medina, qui «fait part du mécontentement ressenti à la suite de la conduite observée par le Conseil général précédent et par la majorité artificielle du congrès de La Haye, et, en même temps, se félicite des décisions prises au congrès de Saint-Imier» (25).

Après cet épisode sans suite pour elle, la *f.l.* de Medina est admise au Congrès de Cordoue (25 décembre 1872-3 janvier 1873), où elle est représentée par un menuisier. Elle compte alors une section de vingt membres pour une commune de 12.394 habitants en 1877, ce qui rend peu vraisemblable l'hypothèse que Casas-Viejas ait pu être atteint par cette implantation. Cette stagnation des effectifs après un départ enthousiaste est expliquée, non par le désintérêt des travailleurs, mais par la dégradation des salaires qui, avec le chômage de ces mois d'hiver, ne leur permet pas de verser les cinq centimes de cotisation mensuelle par personne à la Commission fédérale (26). Le secrétaire pour la région (*comarca*) du Sud, Severino Albarracin, se contente de les encourager et il ajoute: «Malheur aux bourgeois le jour où nous comprendrons tous notre devoir, en attendant malheur à nous. Poursuivez, camarades, le travail de propagande jusqu'à ce que ce jour arrive» (27). Outre cette perspective rédemptrice lointaine, Albarracin ne propose aucune lutte à plus court terme qui permettrait à ces fédérés d'atténuer leur exploitation et, du même coup, de rallier peut-être d'autres travailleurs. Cette précaution rejoint le souci de F. Tomás de ne pas multiplier les conflits partiels et d'assurer d'abord le succès de ceux qui sont en cours.

(23) *Actas*, I, p. 280. Déjà au congrès de Saragosse (4-11 avril 1872), le travailleur des champs «Juan Méndez, de Cannona, expose les conditions pénibles du travail agricole en Andalousie: en hiver, de grandes périodes sans travail; en été, journées de dix-huit heures ou plus pour deux réaux et demi et la nourriture (la soupe, gazpacho, et pain noir de la pire qualité)» (Nettlau, *op. cit.*, p. 123). A Sanlúcar de Barrameda, un ouvrier agricole gagnait effectivement deux réaux pour une journée de dix-huit heures et sept pour le travail à la tâche — *a destajo* — (*Actas*, I, p. 289, séance du 11 octobre 1872). A Cannona même, la situation semblait meilleure puisque, pour une journée de onze à douze heures, le même ouvrier pouvait toucher entre douze et treize réaux, et entre quinze et seize *a destajo* (*Actas*, I, p. 351, séance du 22 novembre 1872). D'après la brève étude comparative de Seco sur les conditions de travail à cette époque (*Ibid.*, p. i.xii-lxix), la durée du travail oscillait entre dix-huit et dix-neuf heures et les salaires entre deux et demi et douze reaux (les salaires supérieures à douze réaux étant rarissimes). Les journaliers andalous, comme ceux de Medina, étaient de ceux qui travaillaient le plus pour toucher le moins.

(24) Cité par Nettlau, *op. cit.*, p. 153. F. Tomás insiste inlassablement sur la priorité de l'organisation des travailleurs sur l'action revendicative ou révolutionnaire. Sur ce dilemme, cf. Nettlau, *op. cit.*, p. 169, 171-175 et, p. 180, l'opposition de Sabadell à ce contrôle des grèves exercé par la Commission fédérale.

(25) *Actas*, I, p. 293 (séance du 15 octobre 1872). Cet attachement au Conseil fédéral est réitéré lors de la séance du 22 novembre qui fait état d'ingérence des «autoritaires» marxistes de la *Nouvelle Fédération Gaditane* dans les affaires de la *f.l.* de Medina. Celle-ci reproche aux *karlistas* gaditans d'avoir tenté d'influencer l'un des siens en lui remettant *La Emancipación* qui, en juin 1872, était devenu l'organe de la tendance marxiste sous la direction de militants de la *Nouvelle Fédération Madrilène* (*Actas*, I, p. 350). Le mot *karlistas* désigne les partisans de Karl Marx ; il s'agit d'un jeu de mots, peu flatteur pour eux, avec *carlistas* (monarchistes dissidents alors en lutte ouverte avec le pouvoir central).

(26) En effet, «les travailleurs qui désirent entrer au sein de l'internationale sont nombreux, mais ils ne le font pas, par manque de ressources». Toutefois, bien qu'il leur faille désormais «travailler du lever au coucher du soleil pour trois misérables réaux» au lieu de quatre, les fédérés paient leurs cotisations de décembre, commandent quatre-vingts brochures et s'abonnent au *Boletín de la Federación Regional Española* dont le n°1 est du 16 janvier 1873 (*Actas*, IT, p. 30-31, séance du 31 janvier 1873).

Peu après la proclamation de la Première République (11 février 1873), la *f.l.* connaît une nouvelle étape de son cheminement idéologique. En effet, la séance du 7 mars fait part du refus de la Municipalité républicaine de donner un local aux internationaux, ce qui renforce leur «apolitisme» libertaire (28).

Par la suite, une lettre de la Commission fédérale du 11 septembre 1873 laisse entendre une désorganisation de la *f.l.* et encourage D. Rodriguez, militant de la première heure, à la reconstituer (29). Cette lettre resta sans réponse et ce n'est qu'un an plus tard, dans la *Memorici* (rapport) de la Commission fédérale espagnole du 28 août 1874 au Congrès de Bruxelles (7-13 septembre), que la *f.l.* de Medina est notée «en constitution» (30). Expression vague, qui permet de penser qu'elle s'efforçait encore de se reconstituer dans la clandestinité, conformément aux conseils répétés des dirigeants fédéraux après la mise hors la loi de l'Internationale en Espagne en janvier 1874.

Par conséquent, aux origines, le mouvement anarchiste de ce *pueblo* se caractérise par :

- un départ enthousiaste dû aux désillusions successives depuis 1868 et une grande préoccupation pour la *propagande*. Le petit noyau initial, d'une vingtaine de militants seulement, préfère organiser les travailleurs et diffuser des brochures au lieu de se lancer dans une action revendicative, voire révolutionnaire, qui pourrait, en raison même de sa faiblesse numérique, causer sa perte;

- un sens aigu de la *solidarité* envers les grévistes de la péninsule, qui ne se démentira jamais par la suite (soutien financier aux grévistes de Valence en 1883 et aux mineurs asturiens de La Felguera au début de janvier 1933);

- enfin, une fidélité absolue au troisième Conseil et à la Commission fédérale (dont les deux soucis majeurs sont précisément l'organisation et la solidarité active), malgré la tentative des *karlistas* gaditans et les illusions suscitées par le républicanisme fédéral.

Pendant la période de clandestinité, le nom de Medina-Sidonia disparaît des listes des *f.l.* dressées après août 1874, bien que, dans la province de Cadix, l'organisation ait subsisté, malgré un apparent déclin après 1877 (31). La chute de Canovas del Castillo, le 8 février 1881, et la formation d'un gouvernement libéral qui autorise la liberté de réunion facilitent le retour de l'AIT à la vie publique. En septembre, un «Congrès ouvrier régional» réunit à Barcelone 140 délégués de 162 organisations et décide de reconstituer la Fédération sous le nom de Fédération des Travailleurs de la Région espagnole (32). Dix fédérations locales, sur les vingt existant, y sont représentées, dont Alcalá et Paterna. Ce n'est cependant qu'un an plus tard que la *Memoria* de la Commission fédérale du 10 août 1882 au congrès de Séville mentionne une *f.l.* à Medina qui compte 46 ouvriers boulangers; il y a alors dans la province 29 *f.l.* rassemblant 9.001 fédérés (33). D'après la *Crónica* (34), la section des Agriculteurs de Medina adhère à la FTRE à la fin de 1882, portant ainsi le nombre de fédérés à 128 en décembre.

(27) *Libro copiadador*, 3è volume, n° 87, folio 310. Le professeur Seco Serrano, que nous remercions pour nous avoir communiqué cette lettre, prépare une édition des volumes deux à huit (le premier est perdu) de ce manuscrit conservé à la Bibliothèque Arùs qui contient les communications et les circulaires envoyées aux sections et aux f 1 par le troisième Conseil et la Commission fédérale entre septembre 1872 et avril 1874.

(28) *Actas*, II, p. 80. Les rapports entre internationaux et républicains sont analysés par Seco dans son introduction du tome I des *Actas*, p. XXXIII-V. Ces rivalités prendront un tour plus violent et parfois sanglant lors de la participation de certaines municipalités républicaines à la répression du mouvement cantonaliste au cours de l'été et de l'automne 1873 (cf. Nettlau, *op. cit.*, p. 191-192, 199-206, 209-212 et les témoignages des *f.l.* persécutées dans *Actas*, II, p. 94 et suiv.). Remarquons qu'en 1913 les autorités de Medina s'opposèrent à la réorganisation des ouvriers en essayant aussi de les priver de local. Par ailleurs, la déception provoquée par les républicains de 1873 préfigure celle que les paysans de Medina et de Casas-Viejas ressentiront entre 1931 et 1933, lorsque après avoir fait confiance à des municipalités républicano-socialistes ils tourneront leurs espoirs déçus vers la Confédération nationale du Travail.

(29) *Libro copiadador*, 6è volume, n° 1.225, folio 146.

(30) D'après la liste donnée par Nettlau, *op. cit.*, p. 252.

(31) La *Memoria* d'août 1874 mentionne l'existence de 14 *f.l.* gaditanes et celle du 4 juillet 1877, 13 dont Paterna de la Rivera et Alcalá de los Gazules, villages de l'intérieur appartenant au même *partido judicial* (canton) que Medina (Lorenzo, *op. cit.*, II, p. 177-178). La liste dressée lors du Congrès international de Londres en juillet 1881 n'en retient plus que 8 (Nettlau, *op. cit.*, p. 339).

(32) Sur ce Congrès, cf. Nettlau, *op. cit.*, p. 350-358 et tableau II colonnes 2 et 3.

(33) Nettlau, *op. cit.*, p. 375-376.

(34) La *Crónica de los Trabajadores de la Región Española* est, à partir de décembre 1882, l'organe de la FTRE publié à Barcelone mensuellement.

Désormais, la Commission fédérale entretient des relations épistolaires suivies avec les fédérés de Medina qui la soutiendront constamment, en particulier lors du conflit qui l'oppose aux dissidents, qui sont qualifiés de «perturbateurs» et se doneront le nom de *Desheredados* (deshérités). Ceux-ci se méfient du gouvernement libéral de Sagasta et craignent qu'un retour à l'activité au grand jour ne favorise une répression générale comme en 1873-1874. Progressivement, ce courant hostile au «légalisme» de la Commission très influencée par l'ancien notaire Serrano y Oteiza se renforce sous l'impulsion de militants d'Arcos de la Frontera affirmant agir dans le sens du congrès de Londres de 1881 qui prônait la propagande par le fait (en particulier dans les campagnes) et «la nécessité de la presse clandestine», critiquait ceux qui se contentent des moyens légaux et conseillait l'étude des «sciences techniques et chimiques [...], comme moyen d'attaque et de guerre» (35). Après tout, la nécessité de lutter clandestinement (en cas de persécution, il est vrai) n'avait-elle pas été affirmée par le Conseil fédéral dès la mi-novembre 1871? La Commission fédérale n'avait-elle pas, à partir de septembre 1873, recommandé l'organisation clandestine de groupes de dix militants et envisagé l'éventualité de sabotages et de représailles? Ces consignes ne trouvaient-elles pas chez les *Desheredados* une résonance logique?(36).

Dans cette partie occidentale de l'Andalousie, écrit Nettlau, «une tactique modérée, représentée par l'Union des travailleurs des champs (à Ubrique?) et approuvée par la Commission fédérale, et une tactique violente propagée par la Commission comarcale (à Arcos?) se confrontaient donc, semble-t-il, et avaient devant elles le problème de la misère et de la révolte agraire» (37). Effectivement, dès 1878 et devant une aggravation du sort des travailleurs agricoles, la Conférence comarcale de l'Andalousie de l'Ouest «décide à l'unanimité la propagande par le fait et les représailles, et par six voix contre quatre et une abstention l'organisation de sociétés coopératives à cet effet » (38). Medina, qui depuis 1874 semble être resté à l'écart de ce durcissement, manifeste alors son attachement à la Commission fédérale en organisant une Assemblée *publique* de propagande en décembre 1882. Et, en janvier 1883, la Section des Agriculteurs adhère à l'Union des travailleurs des champs (UTC), alors que la révolte aurait pu prendre une tournure plus intransigeante dans ce village où «les prolétaires se nourrissent uniquement de la viande des bêtes qui périssent dans les champs faute de nourriture» (39). Enfin, Medina approuve la *Circulaire n° 22* (disparue) qui condamne «ces malheureux d'Arcos et leurs comparses, pour leur conduite et leur congrès ridicule» (40) qui a dû regrouper à Séville, en janvier 1883, une dizaine de délégués «perturbateurs».

Peu après, vingt dissidents d'Arcos sont expulsés de la *f.l.*, dont quelques-uns avaient probablement des liens de famille avec certains inculpés des procès dits de la *Mano Negra*. A l'origine de ce mythe (41): deux assassinats et un accident, qui donnent lieu non seulement au châtement des coupables présumés, mais aussi et surtout à une répression féroce à la fois contre la Commission comarcale d'Andalousie de l'Ouest (42) et les fédérés en général. Voyant que les «perturbateurs» sont impliqués dans cette affaire, la Commission fédérale hésite à prendre la défense des accusés. Cependant, pour éviter les persécutions,

(35) Rapport de P. Kropotkine cité par Nettlau, *op. cit.*, p. 346-347.

(36) Sur les réactions du Conseil fédéral lors des menaces gouvernementales à l'automne 1871, cf. : Oriol Vergés Mundo, *La primera Internacional en las Cortes de 1871*, Universidad de Barcelona, 1964, p. 55-57 ; *Actas*, I, p. 77 et 81 et Nettlau, *op. cit.*, p. 102-105. Quant à l'organisation de la lutte clandestine lors de la répression du cantonalisme, se reporter à Nettlau, *op. cit.*, p. 218-234 et 618-619.

(37) *Op. cit.*, p. 407. Sur ces antagonismes, cf. chap. XVIII-XIX.

(38) *Circular n° 4*, du 20 septembre 1878, in Lorenzo, *op. cit.*, II, p. 214.

(39) *Cronica*, I, p. 27-28 (séance du 13 janvier 1883).

(40) *Cronica*, I, p. 36.

(41) Dans les deux sens du mot: rien ne prouve définitivement qu'une société se soit réellement constituée sous ce nom, malgré la publication des statuts de la *Mano Negra*, à l'authenticité suspecte, à la fin de l'article de Cl. E. Lida, *Agrarian anarchism in Andalusia. Documents on the Mano Negra* (in *International review of social history*, vol.XIV, 1969, part 3, p.315-352). Par ailleurs, la police et la presse bourgeoise entretiendront longtemps le mythe de la survivance de cette terrifiante et mystérieuse «société», au point qu'en 1915 et 1933 elles l'accuseront d'être responsable des événements survenus à Casas-Viejas. Sur les procès de la *Mano Negra* et leurs origines, cf. *El proceso de «La Mano Negra»*, Toulouse, 1958, 46 p. et Nettlau, *op. cit.*, p. 406-414, 428-433 et 598-608. Signalons aussi : Constancio Bernaldo de Quirós, *El espartaquismo agrario andaluz*, Madrid, 1919, reproduit in: *Anales de Sociología*, Barcelone, n° 4-5 (1968-1969).

elle dénonce les crimes de la *Mano Negra* et affirme bien haut que la FTRE n'a rien à voir avec cette «société»,... «à supposer qu'elle existe». Malgré ces précautions, la *Crónica* signale des dizaines d'arrestations dans la province; les autorités menacent de prison et de déportation les fédérés qui manifestent avec force leur droit et leur volonté de s'organiser. A Medina-Sidonia, la section des Agriculteurs applique à la lettre - et avec un certain succès - les consignes de «résistance» légale de la Commission fédérale et, sur l'intervention des autorités civiles, marque un point contre les caciques locaux et la Garde civile (43).

Durant l'été 1883, les travailleurs de certaines *f.l.* luttent pour être payés à la journée et font appel à la solidarité des ouvriers des communes voisines pour qu'ils n'acceptent pas de salaires (*jornales*) inférieurs à ceux qu'ils exigent eux-mêmes. Bien que les fédérés de Medina soient restés à l'écart de ce mouvement, quatre d'entre eux sont incarcérés pendant trois semaines lors de la suspension des garanties constitutionnelles du 10 août 1883. Par la suite, la *f.l.* de Medina sera l'un des principaux protagonistes d'une crise au sein de l'UTC et cet épisode entraînera probablement sa dislocation.

La propagande se fit davantage par des réunions publiques (destinées aussi à répondre aux mesures d'intimidation) que par la diffusion de brochures ou de journaux, pratique pourtant privilégiée en 1872-1873. Cela suffit-il à expliquer la croissance remarquable de l'effectif total, passé d'une période à l'autre de vingt à cinq cents fédérés (44)? Peut-être le hameau voisin de Casas-Viejas avait-il été touché par les idées anarchistes. Il est toutefois plus probable que l'organisation avait subsisté et que la propagande s'était activement poursuivie dans la clandestinité entre 1874 et 1882, même si le nom de Medina disparaît des recensements de fédérations. D'autres *f.l.* gaditanes ont dû connaître une continuité semblable: comment expliquer autrement que le nombre de *f.l.* revendiquées passe subitement de huit en juillet 1881 à vingt-neuf un an plus tard seulement?

Au stade actuel de nos investigations, nous ignorons si la *f.l.* de Medina, après l'affaire Saénz Burgos, fut en mesure de se maintenir au sein de la FTRE qui, à Valence en septembre 1888, se transforma en Organisation anarchiste de la Région espagnole. Par contre, nous savons, toujours grâce au travail de Nettlau, que Medina ne figure pas parmi les treize localités gaditanes représentées au congrès de l'organisation clandestine des *Desheredados*, à Cadix les 25-28 décembre 1884 (45). Dans les années qui suivent, l'anarchisme andalou (et espagnol en général) est traversé par des courants différents (collectivisme anarchiste, communisme anarchiste, terrorisme individuel) et un certain reflux se fait sentir. La protestation paysanne n'en meurt pas pour autant: en janvier 1892, éclate la grande révolte agraire de Jerez de la Frontera dont l'étude, qui reste à faire, nous apprendrait peut-être si des paysans de Medina et Casas-Viejas y prirent part ou non (46).

VICISSITUDES DE L'ANARCHO-SYNDICALISME ENTRE 1902 ET 1919:

Le début du siècle marque le début de la réorganisation syndicale à Jerez de la Frontera et la recrudescence de l'activité anarchiste dans ce secteur (grèves diverses, émeute sanglante d'Alcalá del

(42) Parmi les six garrottés de Jerez (14 juin 1884), figurent les frères Pedro et Francisco Corbacho et l'instituteur Juan Ruiz y Ruiz, qui constituaient la Commission.

(43) « La Section des Agriculteurs proteste contre la *Mano Negra* et contre toute association qui n'ait pas comme fondement la Vérité, la Justice et la Morale. Malgré les brutalités et les pratiques arbitraires, il règne un grand enthousiasme parmi les travailleurs des champs en faveur des grands principes d'Anarchie et de Collectivisme. La Section [...] désire rendre publique sa reconnaissance à l'égard du Maire (D. Francisco Alvarez Giménez) et du Juge de Première Instance (D. Rafaél Pérez Torres) qui, fidèles représentants de la loi, se sont opposés à ce que les caciques et la garde civile n'effectuent un grand nombre d'arrestations arbitraires» (*Crónica*, I, p. 124, séance du 23 mai 1883).

(44) Les 46 boulangers d'août 1882 et les 459 «agriculteurs» revendiqués en août 1883 (*Cronica*, I, p. 172).

(45) Nettlau, *op. cit.*, p. 467-475.

(46) Sur ce soulèvement, qui mériterait sans doute une monographie, approfondie, cf. Díaz del Moral, *op. cit.*, p. 128-129 et une brochure anonyme (de Ricardo Meixa ?), *Los sucesos de Jerez - 8 de enero de 1892 - 10 de febrero de 1892*, Barcelone, 1893, 60 p. Archives privées.

Valle en août 1903 suivie d'une vaste campagne contre les traitements infligés aux emprisonnés (47). A Medina, une grève a lieu en octobre 1902 qui concerne 2.000 travailleurs agricoles (sur les 9.474 habitants du village) et a pu avoir un impact psychologique certain, puisque la plupart devait être des chômeurs affamés (48). Par contre, une grève de soixante-et-un bergers en 1903 dut avoir, bien que catégorielle, davantage d'efficacité et de répercussions économiques dans cette contrée d'élevage très humide, voire marécageuse, où le bétail nécessite des soins attentifs et continus.

Le Centre de Medina rassemble alors 198 adhérents, mais la «*semaine tragique*» de Barcelone (fin juillet 1909) donne aux autorités un prétexte pour le fermer. Malgré cela, les ouvriers restent regroupés (grèves en juillet et décembre 1911) et consacrent toute leur énergie, à partir de l'été 1912, à obtenir sa réouverture, «*ce qui provoque l'indignation du cacique aux ordres du marquis de Negrón, propriétaire d'immenses étendues de terre [...]. Ce cacique et ses satellites firent jouer leur influence sur les autorités pour que ces ouvriers [...] ne puissent pas s'organiser*». Celles-ci alléguèrent le manque d'hygiène du local, jusqu'au jour où, peut-être stimulés par la création de la Fédération nationale des Agriculteurs à Cordoue en avril 1913, les villageois tinrent un meeting de protestation et délèguèrent une commission auprès du Gouverneur civil (= préfet) «*qui leur donna aussitôt l'autorisation nécessaire pour l'ouverture du Centre et l'assurance que, désormais, les autorités locales ne se mêleraient pins de cette question*» (49).

A force d'habileté ferme et de patience tenace, déjouant les provocations successives des autorités, les paysans gagnaient la première manche. Ils adhèrent immédiatement à la Fédération provinciale des Agriculteurs de Cadix et participent à son premier congrès à Jerez en avril 1914.

Leur dynamisme est encore prouvé par la grève menée en janvier 1914 pour obtenir de la municipalité une aide pour les chômeurs. Prévoyant une crise longue à cause des pluies, le maire supplie le Gouverneur d'entreprendre la construction du chemin de fer San Fernando- Medina-Sidonia-Malaga, décidée deux ans auparavant. Pendant l'été, la situation s'aggrava; on avait moins semé, dit la lettre du maire, on embaucha moins pour moissonner. Des incendies (manifestations du mécontentement populaire ou simple accident?) se produisirent alors. En juin, et de nouveau en février 1915, le maire demanda l'aménagement immédiat d'un tronçon de route entre Medina, Casas-Viejas et Casas del Castaño (quarante km) pour employer les chômeurs.

Le *Diario de Cádiz* montre que ces appels sont fréquents (et le plus souvent vains) lorsque les fonds municipaux destinés aux chômeurs («*l'aumône*») sont insuffisants ou épuisés, comme cela arrive en janvier et février 1915, alors que le nombre d'ouvriers sans travail secourus oscille déjà entre 460 et 800 (50). Ces pratiques illustrent l'échec des velléités réformatrices nées lors de la grande famine andalouse de 1903-1905 et qui eurent pour «*résultats*» l'organisation d'une enquête- concours qui donna lieu à la publication d'environ soixante-dix *Memorias*, la création de l'Institut de Réformes sociales (avril 1903) et le déblocage, en 1905, de quelques millions de *pesetas* pour financer des travaux destinés à remédier à cette «*question sociale*» dont on savait l'ampleur, même si l'on s'obstinait à en laisser subsister les causes fondamentales.

C'est dans ce contexte que, pour la première fois sembler-t-il, l'anarchisme s'implante à Casas-Viejas même. Au début de 1914, les caciques de Medina «*revinrent à la charge et refusèrent du travail aux camarades qui se distinguaient le plus dans la lutte, jusqu'au jour où le camarade Olmo dut quitter le village et se rendre dans l'aldea voisine de Casas-Viejas dont les ouvriers n'étaient alors pas constitués en association. Au bout de deux ou trois mois, notre camarade avait organisé plus de 500 travailleurs*» (51) sur 1.588 habitants, ce qui semble un peu exagéré. Le 28 juin, *La Voz del Campesino*, organe de la Fédération nationale des Agriculteurs, confirme que «*Casavieja, village inculte, s'est réveillé de la torpeur*

(47) Cf. les articles de *Tierra y Libertad* du 2 septembre au 13 décembre 1903.

(48) *Tierra y Libertad*, n° 180 du 25 octobre 1902.

(49) *Tierra y Libertad*, n° 267, 21 juillet 1915. Il s'agit d'un long article écrit de Puerto-Real par un certain M.R. le 12 juillet.

(50) *Diario de Cádiz* des 27, 29 janvier, 20 juin 1914; 9, 15 janvier, IGr au 9 février 1915.

(51) *Tierra y Libertad* f. art. cité.

dans laquelle il était plongé et s'est constitué en *Centro Instructivo Obrero* », appellation assez neutre qui dénote, une fois de plus, la prudence de ces travailleurs. On remarquera, à l'inverse, la maladresse des caciques qui, en contraignant J. Olmo à l'exil, favorisent involontairement l'implantation.

Toutefois, après avoir assisté au II^e Congrès de la Fédération des Agriculteurs de Cadix, en avril 1915, le nouveau Centre affronte, un an à peine après sa naissance, une épreuve qui lui est fatale. Le 30 mai 1915, le président du Centre, le maçon Gaspar Sumaguero, se suicide à plusieurs kilomètres du village lors d'un déplacement en compagnie de son frère. Dans les jours qui suivent, on arrête le dynamique J. Olmo et le secrétaire, Juan Estudillo, «*qui pourraient être impliqués dans le suicide*», laisse entendre le *Diario de Cádiz* du 3 juin. C'est ensuite le tour de Bernardo Cortavarrá, chargé des écritures du Centre, accusé d'être «*l'auteur d'une lettre adressée au maire de Medina demandant, après que cela eût été interdit, l'autorisation de diffuser les tracts où l'on invitait les ouvriers à une assemblée le 31 mai dernier et sur lesquels il avait apposé la signature du président sans y avoir été autorisé*», explique le *Diario de Cádiz* du 7 juin. On arrête ensuite certains responsables de Medina.

Une semaine plus tard, le même journal publie les révélations d'une «*personne digne de respect*», habitant la commune et préférant garder l'anonymat. Cet article, destiné à justifier la répression, ne voit là qu'une «*ramification des événements de la Mano Negra*» (dont les derniers condamnés survivants avaient été amnistiés en mars 1903). L'interviewé fait état d'un «*vaste complot anarchiste*» contre les propriétaires terriens. «*Il s'agissait, dit-il, de saboter les terres cultivées de Casas-Viejas et de Medina-Sidonia et d'incendier les champs.*». Agitant le spectre des «tribunaux» secrets de la *Mano Negra* qui, vers 1883, jugeaient soi-disant les propriétaires et les «traîtres» à la cause, cette personne affirme que «*parmi les adhérents de Medina et parmi les plus fanatiques, les plus courageux de Casas-Viejas, un tirage au sort avait eu lieu pour désigner ceux qui devaient donner la mort à certaines personnes très connues*», dont le Marquis de Negrón (52) qui s'était opposé à l'ouverture des Centres et que devait assassiner G. Sumaguero. Celui-ci, craignant alors, conclut l'article, le châtement des autorités, ou les représailles de ses camarades s'il n'accomplissait pas ce meurtre, se suicida.

Telle est la version officielle que contestent vigoureusement 23 habitants de Casas-Viejas et Diego Martínez, secrétaire de la Fédération des Agriculteurs de Cadix, dans *Tierra y Libertad* (n° 270 du 18 août 1915). Ils sont convaincus que les événements sont le fruit d'une machination montée contre les Centres ouvriers par les autorités et la Garde civile. Il s'agit d'abord d'acculer G. Sumaguero au suicide et, dans un deuxième temps, d'en rejeter la responsabilité sur Olmo et ses amis. L'occasion de mettre leur plan à exécution leur est donnée par cette assemblée du 31 mai où l'on devait discuter de l'opportunité d'une grève, soit pour exiger une augmentation des salaires à la veille des moissons, soit pour obtenir une baisse des produits alimentaires de base, ce qui expliquerait l'hostilité d'un commerçant, Luis Guinea, aux anarchistes. A rencontre du *Diario de Cádiz*, ils affirment que Sumaguero a autorisé B. Cortavarrá à signer pour lui le tract annonçant cette réunion. Le Gouverneur l'interdit et, pour intimider les travailleurs, envoie des gardes civils en renfort. Sous la contrainte psychologique, sinon physique, de la garde civile et de Luis Guinea, Sumaguero signe alors de sa propre main une seconde feuille dans laquelle il accepte de se plier à la mesure d'interdiction. Cependant, après s'être ainsi déjugé, Sumaguero remet en cause la valeur de son geste, fait part de ses inquiétudes (voire du chantage exercé sur lui) au secrétaire, J. Estudillo. Homme intègre et scrupuleux, il finit par se dire qu'il a trahi en cautionnant l'interdiction et il se suicide le 30.

Enfin, pour ces habitants de Casas-Viejas, la personnalité des inculpés, les pressions de la Garde civile sur les témoins gênants et les irrégularités de l'instruction (et même l'absence de tout procès par la suite) sont autant de preuves supplémentaires que le but visé est le démantèlement des deux organisations ouvrières. Et effectivement, en interdisant l'assemblée du 31 mai, puis en neutralisant les principaux responsables, les caciques ne prennent-ils pas leur revanche sur les travailleurs qui les avaient fait reculer lors de leur démarche couronnée de succès chez le Gouverneur?

La complicité des autorités municipales et judiciaires contraste ici avec leur opposition aux arrestations

(52) Le Marquis de Negrón était devenu l'un des principaux propriétaires de la commune, en achetant, entre 1902 et 1911, 312 hectares. Certaines de ses terres avaient été ravagées par le feu en août 1914 et le seront encore en juillet 1915. Président de la *Diputación* (Conseil général), il fera à Casas-Viejas, en septembre 1915, un discours dans lequel il parla du «renouveau» du village et promit la fin de son isolement par la construction d'un pont sur le Barbate et d'un chemin de fer.

souhaitées en 1883 par la Garde civile et les caciques, à une époque où certains anarchistes gaditans préconisaient la propagande par le fait. Il est remarquable aussi que le mythe de la *Mano Negra* continue à servir d'alibi à la répression et à impressionner les lecteurs d'un journal local bourgeois qui n'hésite pas à resservir sans hésiter cette histoire vieille de trente ans.

Ce durcissement de la répression, d'abord économique (exil forcé d'Olmo), puis physique et psychologique (le suicide et les arrestations), répond en fait à un progrès de la réorganisation de l'anarchisme espagnol, particulièrement dans les campagnes andalouses: création de la CNT en 1910, de la Fédération nationale des Agriculteurs en avril 1913 et celle des Fédérations provinciales. Cette réorganisation peut s'expliquer localement par l'aggravation de la situation sociale due non seulement à la structure agraire (*latifundia*), mais encore aux mauvaises conditions météorologiques et à l'augmentation sensible des denrées alimentaires à la suite de l'expansion industrielle consécutive à la Guerre mondiale. Il ne faut pas non plus mésestimer l'impact de la flambée de grèves qui, en juin 1914, atteint une douzaine de localités gaditanes ni la personnalité de militants actifs comme J. Olmo.

Nos deux villages semblent être restés à l'écart des mouvements révolutionnaires que connaît l'Andalousie lors du *trienio bolchevista* (1918-1920). Bien que leurs organisations aient été décapitées et interdites par les autorités, les paysans parviennent cependant à rester groupés et à tenir, en mars 1916, «*un meeting monstre à Medina contre la cherté des moyens de subsistance*» (53). Enfin, ils se font représenter d'abord aux V^e et VI^e congrès de la Fédération nationale des Agriculteurs (Saragosse - mai 1917 et Valence - décembre 1918), puis à celui de la CNT (Madrid - décembre 1919).

Ainsi, malgré la revanche des caciques, l'anarchisme survécut là dans une semi-clandestinité caractéristique qui rappelle celle des années 1874-1882. A notre connaissance, ce n'est qu'avec l'avènement de la seconde République qu'il renaîtra au grand jour.

LE SOULÈVEMENT DE JANVIER 1933:

La structure de la propriété foncière à Medina-Sidonia:

Du fait de leur attachement fondamental à la propriété privée, ni les libéraux de 1868, ni les républicains, ni les réformateurs du début du siècle n'avaient su s'attaquer radicalement à ce qui explique, en partie du moins, la permanence du courant libertaire dans cette région: la structure de la propriété foncière. Bien plus, leur incapacité à la modifier autrement que pour en corriger ici ou là certains effets néfastes (54) eut comme résultat constant de renforcer une grande partie des masses rurales dans leur hostilité à l'égard de tout parti politique.

Or, en 1931, l'immobilisme absolu de la monarchie en ce domaine a fait prendre conscience aux différentes composantes de la coalition républicaine de l'urgence qu'il y avait à faire quelque chose, même si les points de vue divergeaient sur le contenu de la réforme à promulguer. Devant l'impatience des syndicats paysans et malgré les pressions de la droite qui s'exerceront tant au Parlement que sur le terrain, le gouvernement Azaña aura recours au compromis, récusé par les anarcho-syndicalistes: expropriation avec indemnisation, sauf pour les seigneuries juridictionnelles et les biens des «grands d'Espagne». Fallait-il, d'autre part, commencer par les *latifundia*? C'est, en tous cas, dans les provinces où ils prédominaient, que la «question sociale» était la plus grave, que l'abandon de terres souvent fertiles était le plus préjudiciable à l'agriculture nationale. C'était aussi ce qu'exigeaient socialistes et anarchistes, sans pour autant négliger les problèmes de la petite propriété (*minifundio*).

A Medina-Sidonia et Casas-Viejas, nous savons, par l'un des principaux spécialistes de la question

(53) *Tierra y Libertad*, n° 296 du 29 mars 1916.

(54) De 1907 à 1927, la loi de colonisation intérieure ne porta, en Andalousie, que sur 6.533 ha (soit douze pour cent des 53.101 distribués dans toute l'Espagne), d'après le *Boletín del Instituto de Reforma Agrario*, n° 29, nov. 1934.

agraire, Pascual Carrión, que quarante-et-un domaines (*fincas*) occupent alors à eux seuls 22.518 ha, soit 42,43% des terres de la commune (53.067 ha) et une moyenne de 550 ha. Sur ces 41 domaines, 11 représentent à eux seuls 10.467 ha, soit 951 ha de moyenne, la superficie moyenne des trente autres, répartis sur 12.051 ha, restant donc de 401 ha. La richesse foncière se trouve très inégalement distribuée, puisque quarante-deux propriétaires, sur les 612 de la commune (soit 6,85%), disposent à eux seuls de 61,62% de la richesse imposable totale (55).

Grâce à la partie du volume 45 du *Registro de la Propiedad* (56) relative à Medina-Sidonia, nous pouvons apporter des précisions concernant la condition sociale des propriétaires, la formation de leur fortune et la répartition de leurs biens:

	<i>Eglise</i>	<i>Noblesse</i>	<i>Bourgeoisie</i>	<i>TOTAL</i>
Terres soumises à l'expropriation				
Nb. de propriétaires:	2	13	87	102
Superficie (ha):	537	6.815	14.622	21.974
Terres rayées du <i>Régistro</i> (a):				
Nb. de propriétaires:	0	2	4	6
Superficie (ha):	0	517	2.099	2.616
Total des terres recensées (b):				
Nb. propriét. recensés:	2	13	87	102
Surface (ha):	537	7.332	16.721	24.590
Origine de l'acquisition:				
Héritage:	0	6.941	10.662	17.603
Achat avant la Dictature (13-9-1923):	1	364	3.504	3.869
Achat pendant et après la Dictature:	0	27	1.583	1.610
Divers (échange, donation, etc...):	536	0	972	1.508

(a) Par suite de l'adoption, en juillet 1933, de normes plus souples édictées par la Junte provinciale agraire, composée de propriétaires, d'ouvriers agricoles et de fonctionnaires. Cette mesure, révélatrice de la résistance patronale locale aux réformes républicaines, profita surtout aux deux plus grands propriétaires, le Marquis de Negron et sa sœur, qui parvinrent ainsi à soustraire 517 ha à l'expropriation (57).

(b) C'est-à-dire soumises à l'expropriation *avant* cette intervention de la Junte.

Ce tableau concerne donc environ quarante-six pour cent de la superficie totale et le sixième des propriétaires de notre commune, réparti comme suit :

-12, possédant chacun moins de 10 ha, se partagent	48 ha
- 38, possédant entre 10 et 100 ha, se partagent	1.383 ha
- 19, possédant entre 100 et 250 ha, se partagent	3.084 ha
- 29, possédant entre 250 et 1.000 ha, se partagent	12.585 ha
- 4, possédant plus de 1.000 ha, se partagent	7.490 ha

La somme des deux derniers nombres indique que 20.075 ha de grands domaines, supérieurs à 250 ha, sur les 24.590 ha recensés (soit plus de quatre-vingt-un pour cent de la superficie expropriable), pouvaient paraître menacés. Par contre, une foule de propriétaires sans doute moins puissants (511) n'était pas soumise à l'expropriation. De plus, la propriété bourgeoise l'emporte de beaucoup, tant par le

(55) P. Carrión, *Los latifundios en España. Su importancia, origen, consecuencias y solución*, Madrid. 1932, 439 p., p. 231 et tableau p. 234-235 et p. 233 et tableau p. 236-237. Faute de place, nous renvoyons le lecteur français à l'article d A. Marvaud, *La réforme agraire en Espagne (Revue économique internationale, Bruxelles, vol. II, n° 3, juin 1933, p. 563-592)* qui présente le contenu détaillé et la portée de la Loi de réforme agraire du 15 septembre 1932.

(56) En janvier 1933, les gouverneurs civils, à la demande de l'Institut de Réforme agraire, ordonnent le recensement des domaines expropriables aux termes du chapitre 5 de la Loi (circulaire détaillée et modèle de déclaration dans le *Boletín Oficial de la Provincia de Cádiz* du 10 janvier). Les propriétaires doivent indiquer précisément à l'Enregistrement leur identité et les caractéristiques de leurs domaines: situation, lieu-dit, limites, superficie, cultures, origine et date de l'acquisition. Ces renseignements furent transcrits commune par commune; une copie en fut envoyée à l'IRA : ce sont les 254 volumes du *Registro de la Propiedad*, entreposés à l'Institut national de Colonisation à Madrid et signalés récemment par Malefakis qui en a évoqué l'utilisation possible et les limites (op. cit., p. 88, n° 2, p. 91, n° 9 et Appendice I, p. 464-469).

(57) D'après le tome 44 du *Registro*, les six neveux (?) du Marquis parent de la même façon «sauver» 11.460 ha des 12.885 qu'ils possédaient dans la commune d'Arcos de la Frontera.

nombre des propriétaires que par la superficie, sur celle de la noblesse, malgré la présence de trois nobles dans la liste de dix plus importants propriétaires. Notons encore que les achats de la bourgeoisie, dans le premier tiers du siècle environ, sont nettement supérieurs à ceux de la noblesse (5.087 ha contre 391).

On comprend mieux, dès lors, pourquoi les journaux anarchistes et même socialistes attaqueront fréquemment, en janvier 1933, des personnes qui (d'après un *Registro* qui ne concerne que la moitié des terres de Medina environ il est vrai) possédaient seulement quelques hectares. Mais ces individus à la fortune récente, ou naissante, n'en étaient-ils pas plus entreprenants et plus intraitables, donc, aux yeux des journaliers, plus exploités? Il pouvait aussi s'agir de personnes chargées d'exploiter les *latifundia* du maître, aux moindres frais et avec un bénéfice intéressant pour elles-mêmes; et au niveau du vécu, il est probable que les paysans étaient plus sensibles à l'attitude d'un administrateur, d'un régisseur, d'un contremaître ou d'un fermier intransigeant qu'au pouvoir réel des grands propriétaires, souvent absentéistes d'ailleurs (58).

Dernière explication possible à ces attaques contre les nouveaux riches: le contexte politique. En effet, les notables, bourgeois et monarchistes à la fois, de l'éphémère conseil municipal désigné, faute d'adversaires, le 5 avril 1931, n'étaient pas de grands propriétaires, mais, toutefois, des amis politiques du Marquis de Negrón, principal détenteur de la propriété à Medina, et du Comte de Barbate, riche propriétaire d'une commune voisine. Dans cette alliance, la noblesse avait eu l'habileté de déléguer une partie de son pouvoir politique à la petite-bourgeoisie avide et ambitieuse, en lui confiant les périlleuses tâches municipales. D'où la hargne des paysans contre celle-ci, renforcée par le fait que ces petits propriétaires vivent sur place, alors que de nombreux grands propriétaires devaient résider à Jerez.

La réforme agraire n'eut pas de répercussions immédiates et sensibles sur cette structure avant janvier 1933, dans la mesure où sa lourdeur bureaucratique (souvent critiquée, même par *El Obrero de la Tierra*, socialiste) en retardait l'application. Là n'était pas le principal reproche fait par les anarchistes. Sebastián Oliva, directeur de *La Voz del Campesino*, avait dénoncé le caractère anti-économique du morcellement des terres qui s'oppose à la rentabilité et à la résorption du chômage, contrairement au travail collectif et à grande échelle. De plus, le morcellement, écrivait-il, couvre l'agriculteur isolé de dettes et ne favorise qu'une bureaucratie d'employés et de techniciens superflus. Même l'exploitation en collectivité et l'organisation de coopératives agricoles, pourtant prévues par la loi, étaient récuses, car l'Etat indemniserait les expropriés et maintiendrait sa tutelle (59).

La situation locale fut à peine modifiée par la révolte de janvier qui fut suivie de quelques mesures sans doute positives, mais limitées:

- l'installation, dans le cadre de la loi d'intensification des cultures, de quarante-huit ouvriers de Casas-Viejas sur 200 ha (sur les 947 soumis à cette disposition). A Medina même, cent ouvriers trouvèrent ainsi du travail sur 412 ha, alors que 3.924 ha étaient visés par le décret (60);
- l'expropriation de 578,5 ha appartenant à deux personnes impliquées dans le soulèvement monarchiste du 10 août 1932 (61);
- la distribution à soixante-cinq familles des deux domaines que possédait encore le duc de Medina-Sidonia dans toute l'Espagne, soit 433,6 ha (62).

(58) Toutefois, un «ouvrier conscient», le trésorier du Syndicat de Casas-Viejas, écrit, après avoir dénoncé le monopole du Marquis de Negrón: «L'ignorance des paysans n'allait pas jusqu'à les empêcher de connaître leurs véritables ennemis: le grand propriétaire et ceux qui défendaient les intérêts du grand propriétaire» (CNI, n° 54, 14 janvier 1933). Quant à l'absentéisme, voir l'analyse de Malefakis, *op. cit.*, p. 108-115. A Medina, les dix principaux propriétaires avaient affirmé, depuis douze ans ou plus, au moins 2.858 ha des 11.636 qu'ils se partageaient, sans compter 2.706 ha de céréales ou de prairies que quatre d'entre eux ne pouvaient exploiter eux-mêmes à cause de leur âge très avancé.

(59) *La Voz del Campesino*, «Organe de la Fédération des travailleurs agricoles de la région de Cadix et porte-parole de la future Fédération espagnole des Agriculteurs», n° 61 et 62 des 19 et 26 novembre 1932.

(60) D'après les statistiques arrêtées au 9 mars 1933, telles qu'elles sont reproduites dans le n° 16 du *Boletín del Instituto de Reforma Agraria* (octobre 1933), l'intensification des cultures réalisée jusqu'alors dans la province de Cadix avait touché 7.644ha sur 37.583 recensés et permis de «placer» 2.394 «ouvriers».

(61) Il s'agit en particulier de Juan Jácome y Ramírez de Cartagena à qui l'on saisit 576,30 ha et dont une partie des terres, en 1936, tombe sous le coup des «occupations temporaires» (BIRA, n° 18 de décembre 1933).

Malgré sa mise en œuvre tardive (janvier 1934), la mesure la plus attendue, et la plus rapide pourtant à réaliser car il s'agissait de terres de l'Etat, fut l'attribution de 397 ha au Syndicat socialiste et à quarante familles de Casas-Viejas. Pendant deux ans et demi, en dépit du retour de la droite au pouvoir, ces paysans gèrent eux-mêmes et collectivement ce domaine d'élevage, fabriquant leur propre pain, supprimant les intermédiaires inutiles, fixant les normes de leur production et établissant une ébauche de Sécurité sociale en cas de maladie ou de décès de l'un des membres (63).

Outre la lenteur bureaucratique de la Réforme agraire, il faut noter qu'un certain nombre de données conjoncturelles avaient détérioré la situation. La crise du blé, amorcée sous la Dictature et aggravée par les importations d'avril-mai 1932, entraîna une baisse sensible des emblavures, spécialement dans les *latifundios* touchés par la Réforme (64). D'après le député radical-socialiste gaditan Munoz Martinez, Casas-Viejas disposait de 6.000 ha de terres arables. Or, ajoute-t-il, «l'année où l'on a labouré le plus à Casas-Viejas, ce fut 2.000 hectares, mais cette année - chose extraordinaire - malgré toutes les dispositions de la République en matière de législation agraire, on n'est pas parvenu à en labourer plus de 1.300» (65). Dans ces conditions, seuls soixante-cinq ouvriers pouvaient espérer trouver du travail pendant 300 jours de l'année, alors que la mise en valeur des 6.000 ha en aurait procuré à 300. Ajoutons une trentaine de bergers, dont Miguel Pérez Cordon nous dit qu'ils vivaient dans de misérables cabanes, gagnaient six réaux par jour et recevaient chaque mois de quoi faire leur pain et le traditionnel *gazpacho* qui restaient la base de l'alimentation (66). Ainsi, cette année-là, cent personnes environ, sur les cinq cents ouvriers agricoles du village, avaient pu trouver un emploi plus ou moins stable et la récolte de juin 1933 donnerait peu de travail, sans parler de la mécanisation croissante.

Les chômeurs continuaient de recevoir «l'aumône» (une *peseta* pour les célibataires, 1,5 ou 2 pour les hommes mariés) sous forme de bons à échanger chez des commerçants déterminés, liés généralement aux caciques, et auprès desquels ils s'endettaient dans la perspective d'un hypothétique travail. La pratique des travaux publics occasionnels n'a pas non plus disparu, comme l'atteste le bilan pour l'année 1932 de la municipalité qui «a donné une occupation à de nombreux ouvriers sans travail grâce à l'aménagement de chemins communaux et à un investissement, pour tous ces travaux, de plus de 70.000 pesetas» (67).

Il semble que, durant la Dictature, un mouvement d'émigration (qui est difficile à caractériser) se soit dessiné, puisque la population totale de la commune passe de 13.416 habitants en 1920 à 10.923 dix ans plus tard (68). Ceux qui restaient complétaient leurs maigres revenus en vendant des asperges sauvages ou en braconnant. Jusqu'à l'avènement de la République, ils allaient aussi récolter les olives dans les communes voisines. Mais, un décret du 28 avril 1931 du ministre du Travail, Largo Caballero,

(62) *BIRA*, n° 25 de juillet 1934.

(63) Sur cette expérience originale, voir l'article rédigé par les paysans pour *Claridad*, «hebdomadaire socialiste de critique et d'information», n° 1 du 13 juillet 1935, p. 10.

(64) Cette crise est analysée à l'échelon national par M. Schweitzer, *Notes sur la vie économique de l'Espagne en 1931-1932*, Alger, 1932, 606 p. (B.U. Montpellier), p. 136-146.

(65) Reproduit dans l'anthologie d'A. Mori, *op. cit.*, p. 373-374 (séance du 23 février). Par ailleurs, sur les 24.590 ha recensés à Medina dans le *Registro*, on dénombre 7.322 ha de terres cultivées (céréales en majorité), 7.584 ha de prairies et de bois et 8.156 ha cultivés ou non dans des proportions hélas non précisées, sans compter 1.525 dont on ne donne aucune indication. P. Carrion signale que sur 53.067 ha, M. S. offre 8.480 ha de prairies et 21.000 de bois (*op. cit.*, p. 362).

(66) *Solidaridad Obrera*, n° 630 du 16 février 1933. D'après les prix publiés mensuellement par le *BOPC*, le pain augmentera de 23 % entre avril 1931 et décembre 1932 et de 8,3% entre décembre 1932 et janvier 1933. L'augmentation est de 6,1% entre juin 1932 et juin 1933, alors que les salaires restent les mêmes d'une moisson à l'autre malgré une tentative des patrons pour les diminuer.

(67) *Diario de Cádiz* du 10 janvier 1933. Le 15 juillet 1933, le n° 79 de *El Obrero de la Tierra*, organe de la Fédération nationale des Travailleurs de la Terre (socialiste), supplie le gouvernement de mettre en chantier des travaux hydrauliques car «c'est ce qui emploie généralement le plus grand nombre d'ouvriers».

(68) Pascual Carrion prend d'ailleurs Medina en exemple lorsqu'il démontre que le *latifundio* s'accompagne d'un faible peuplement. En 1920, la densité de population est de 25 h/km² (21 en 1930 seulement), alors que la moyenne provinciale est de 73 et qu' «en revanche, dans les communes où la terre est mieux répartie, comme Rota, Chipiona, Conil, etc., la densité dépasse 93 habitants» (*op. cit.*, p. 308).

réduisait cette possibilité de travailler à l'extérieur l'hiver: «*Pour tous les travaux agricoles, les patrons seront tenus d'embaucher de préférence les journaliers qui habitent la commune où les travaux doivent être effectués*» (69).

La situation politique et syndicale:

Lors des débats parlementaires qui suivirent les événements de janvier 1933, Manuel Azaña affirma leur caractère imprévisible en alléguant qu'il n'était pas possible à son gouvernement «*d'avoir entre les mains les moyens d'information suffisants pour prévoir le moindre incident révolutionnaire dans le moindre village espagnol*» (70). Il est certain qu'il était difficile d'apprécier la situation d'un village isolé en raison des conditions orographiques et surtout de l'abondance des rivières qui s'écoulent vers l'Atlantique et des pluies qui, de novembre à mars, transforment la plaine du Barbate et les chemins en marécage. De plus, Casas-Viejas, à l'écart de la grande route de Cadix-Algésiras, se trouve à vingt kilomètres environ de Medina et à cinquante de la gare la plus proche (San Fernando).

Azaña fit également allusion à la complicité des autorités municipales avec les travailleurs anarchistes. Qu'en était-il exactement de la situation politique?

Le renversement de la Monarchie provoqua le réveil des masses rurales (71). A Medina, les travailleurs créèrent un *Centre socialiste*, affilié à l'*Union générale des Travailleurs*, malgré l'hostilité ouverte du nouveau maire qui «*favorisa à tout moment les dirigeants de la FAI locale, sans rien faire pour garantir la liberté du travail, empêcha ou perturba les meetings de propagande socialiste*» (72). Quoi qu'il en soit, l'anarcho-syndicalisme prit le pas sur le syndicalisme socialiste puisqu'une société de métiers divers de cinq cents adhérents est représentée, en janvier 1932, au congrès des travailleurs agricoles de la région de Cadix. Le dirigeant José Ballesteros y préconise «*une action pour tenter d'organiser Medina-Sidonia, Casas-Viejas [où les travailleurs] sont anesthésiés par la politique*»; ce qui dénote que la confiance dans la coalition républicano-socialiste n'était pas encore totalement ébranlée (73). Ce vœu ne reste pas sans effet, puisqu'un groupe apparaît bientôt qui souhaite «*divulguer parmi les masses prolétariennes la tactique de l'action directe et la finalité communiste libertaire qui constitue la première raison d'être de notre CNT face à tous les politiciens arrivistes*» (74).

En mars 1932 également, le syndicat anarchiste de Casas-Viejas est réouvert et organise un meeting animé par Miguel Pérez Córdón, jeune militant actif de la FAI et du syndicat voisin de Paterna de la

(69) Ministerio de Trabajo y previsión, *La crisis agraria andaluza de 1930-1931*, Madrid, 1931, 211 p., p. 132. Le Vicomte d'Eza, grand propriétaire terrien, justifiera même la réduction des emblavures à Arcos (2.000 chômeurs lors de l'hiver 1932-1933) et à Jérez en invoquant «*cette interdiction singulière qui empêche les ouvriers de travailler hors de leur lieu de résidence*», mesure dont il rend responsable... les syndicats (*Revue économique internationale*, Bruxelles, vol. III, n°2, août 1933, p. 331-362, p. 352). D'après le *Boletín Oficial de la Provincia de Cádiz*, ce sont les Portugais qui firent les frais de cette mesure (n° du 27 mai 1932), ainsi que les journaliers de la plaine qui ne purent aller récolter les olives dans le nord-est montagneux de la province (n° des 8 octobre 1932 et 30 octobre 1933). Par contre, le régime fut assoupli dans la plaine où des *forasteros* étaient embauchés pour les travaux spécialisés si les travailleurs aptes et compétents de la commune venaient à manquer (n° du 27 mai 1932) ou si ces *forasteros* respectaient les accords signés avec les patrons.

(70) Azaña, OC, II, p. 535 (séance du 2 février 1933).

(71) Fin avril, des manifestations de rue entraînent le remplacement du conseil municipal monarchiste par un maire radical à Medina et un *pedáneo* socialiste, José Suárez, à Casas-Viejas. Ce dernier sera remplacé par un radical-socialiste, Juan Bascunana, lors de nouvelles élections municipales.

(72) Accusations formulées par les socialistes de Medina dans l'organe des socialistes gaditans, *El Pueblo* (n° 58, 21 janvier 1933).

(73) *Op. cit.* à la note 17. Il n'est pas exclu que cette société ait hérité d'une partie au moins des effectifs du Centre socialiste. Ce congrès marque d'ailleurs un reclassement des forces syndicales, comme l'atteste la présence de deux délégués ugétistes. 17.500 travailleurs des champs «cénélistes» y sont représentés, tandis qu'un mois plus tard, six délégués gaditans seulement, représentant huit sections et 2.669 ouvriers, assistent au Congrès d'Andalousie-Extrémadure de la Fédération nationale des Travailleurs de la Terre (UGT) à Montilla (*El Obrero de la Tierra*, n° 2, 13 février 1932).

(74) *Tierra y Libertad* n° 54 du 11 mars 1932.

Rivera (75). L'influence socialiste en subira le contrecoup puisque Azaña parlera de «*l'insignifiante minorité*» constituée par «*les vingt-cinq ou trente socialistes qu'il y avait à Casas-Viejas*» (76). Enfin, un groupe féminin de *Jeunesses libertaires* s'y créa en décembre 1932. Une lettre, publiée dans le n°74 de CNT du 7 février 1933, révèle les liens familiaux qu'avaient ces militantes entre elles et avec les responsables du syndicat «*cénétiste*» (77).

L'influence de la FAI était donc là, comme dans d'autres villages (78), décisive, et rivalisait, au sein de la CNT, avec un courant syndicaliste qui, toutefois, était loin d'être négligeable au centre et au sud de cette province de Cadix.

En effet, certains anarcho-syndicalistes gaditans, se réclamant des expériences tentées par l'Union des Travailleurs des Champs entre 1873 et 1885 et par les Fédérations nationale et régionales d'Agriculteurs, travaillaient à regrouper les masses rurales, à canaliser leur révolte et à leur trouver des alliés (79). Leur préoccupation pour l'action revendicative se manifeste lors du congrès de Jérez de janvier 1932 où l'on discute longuement sur le salaire minimum et les accords de salaires (*bases*). Toutefois, si cette tactique permit (surtout dans d'autres secteurs) de rallier à la CNT des forces socialistes, certains, comme M. Pérez Cordon, se refusaient à négliger le rôle révolutionnaire assigné à la Confédération (80). D'ailleurs, ce souci d'organisation et d'action unitaire de la part des anarcho-syndicalistes en 1932, tout comme celui des socialistes au début de 1933 (81), ne put éclipser des formes de protestation paysanne plus radicales, plus spontanées, mais aussi plus isolées. L'attitude des paysans de Medina-Sidonia lors de la grève de solidarité envers ceux de Séville (30-31 mai 1932) est déjà révélatrice à cet égard. Alors que le 31 au soir, la Confédération appelle à la reprise du travail, les travailleurs de Medina, le 3 juin, tentent d'étendre la grève et de convaincre certains de leurs camarades qui avaient repris le travail. Bien qu'isolée, cette action «sauvage» - qui trouve son prétexte dans la grève de quarante-huit heures, mais s'opposait probablement à l'introduction des machines - dégénère

(75) CNT, n° 57 du 18 janvier 1933. La personnalité de cet actif militant nous est connue par ses interventions au congrès de Jérez et dans la presse nationale. Dans le n° 98 de *Tierra y Libertad* du 13 janvier 1933, il manifeste un souci d'unité qui laisse entrevoir des tiraillements au sein du mouvement libertaire gaditan: «*Notre mission est de bâtir notre organisation le plus parfaitement possible [...] et d'essayer par tous les moyens que la discorde, l'indécision, la mauvaise graine n'entrent dans les groupes anarchistes*». N'écrivait-il pas déjà dans CNT (n° 48, 7 janvier 1933): «*Il y a des divergences entre militants, toutefois l'harmonie de l'ensemble n'est pas détruite*» (souligné par nous).

(76) Azana, O.C., II, p. 597 (séance du 2 mars 1933). En fait, les effectifs gaditans de la FNTT stagnent après avoir atteint 5.095 (pour 16 sociétés) en avril 1932 (*El Obrero de la Tierra*, n° 16, 1er mai 1932), puisque les quinze sections représentées au 2è congrès (Madrid, 17 septembre) totaliseront 5.169 personnes (*ibid.*, n° 36 du 17 septembre). Ce sont surtout les villages du nord-est de la province qui sont concernés, ce qui pourrait expliquer leur absence de participation à l'insurrection de janvier 1933.

(77) Sénder remarque à ce propos dans un récit publié (et remanié) à l'issue de son enquête sur place: «*Le chef de la famille des «Libertaires», c'est «Seisdodos», qui est estimé et aimé car il a un tempérament pacifique et honnête. Ce vieillard a plusieurs fils. Un marié. Deux célibataires. Il a aussi une bru, veuve mais jeune encore. On les appelle tous «les Libertaires». «Seisdodos» l'a toujours été*» (*Viaje a la aldea del crimen. Documental de Casas-Viejas*, Madrid, Pueyo, 1934, 202 p., p. 44-45). Précisons toutefois qu'en 1915 il n'est pas mêlé à l'affaire Sumaguero. Il verse même une peseta pour la construction de l'église! Son adhésion à l'anarchisme ne serait-elle pas plus récente que ne le prétend Sender? Il n'est pas non plus prouvé qu'il ait eu des responsabilités au sein du Syndicat. Finalement, on ne peut manquer de comparer la figure légendaire de ce vieillard de 73 ans avec celle de Gaspar Sumaguero. Tous deux sont présentés comme des hommes généreux, intègres, idéalistes jusqu'au bout, victimes des événements, voire de leur entourage.

(78) *Tierra y Libertad*, n° 60 du 11 mars 1932, nous apprend qu'en janvier, il existait quatorze groupes anarchistes dans la province.

(79) Sebastián Oliva, directeur de *La Voz del Campesino*, «porteparole de la future Fédération espagnole des Agriculteurs», proclame: «*Il faut s'atteler sans retard à la constitution de la Fédération nationale des Agriculteurs*» (n° 48, du 20 août 1932; cf. aussi ses trois articles, *Problèmes d'organisation. Pour une Fédération nationale des Paysans*. à partir du 26 novembre 1932).

(80) Il écrit: «*Maintenant, camarades, [...] si nous ne voulons pas détourner le cours des événements, nous devons discuter moins et agir davantage*» (CNT, n° 48 du 7 janvier 1933).

(81) Après janvier 1933, les socialistes lanceront une offensive de propagande de Trebujena à La Linea, en passant par Medina et Casas-Viejas. Mais un militant reconnaît: «*Notre activité politique et syndicale est peu connue dans ces villages. Dans le domaine des tactiques syndicales, j'ai rencontré peu de travail accompli*» (*El Obrero de la Tierra*, n° 72 du 25 mai 1933).

bientôt, puisque la Garde civile tue deux personnes. Enfin, la rupture répétée de divers engagements concernant l'emploi et l'aide aux chômeurs put venir à bout, en décembre 1932, de la patience des travailleurs. Cette atmosphère montre à quel point la révolte de janvier 1933 n'est pas tant un accident imprévisible et spontané que l'aboutissement d'un processus de prise de conscience collective, amorcé deux ans auparavant (82).

Dès lors, le soulèvement de ces villages andalous était-il totalement imprévisible? Pour Azaña, qui ne nie pas la situation sociale, «*le Gouvernement était loin de pouvoir supposer et vérifier que les pauvres gens de cette région accidentée et perdue de la province de Cadix allaient déchaîner pareille émeute*» (83). En fait, les autorités locales, voire gouvernementales, n'avaient-elles pas été informées de la gravité du climat, comme l'attestent deux documents. Le premier est une lettre du syndicat anarchiste de Casas-Viejas envoyée le 13 octobre 1932 au Comité de la Confédération régionale du Travail d'Andalousie et d'Estrémadure. Publiée, il est vrai, *après coup*, elle fait état de vaines requêtes des travailleurs qui demandèrent aux deux maires, puis au Gouverneur qui en avisa le sous-secrétaire à l'Intérieur, d'exiger des propriétaires qu'ils sèment autant que les années précédentes. Le syndicat, devant l'incurie des autorités, présentait le drame (84). Le second témoignage est celui du député gaditan Aranda (rép. radical) qui déclara aux Cortes être intervenu en novembre de façon pressante auprès du ministre de l'intérieur pour l'informer du climat social et lui demander l'envoi de renforts à Jérez.

La nature du soulèvement de janvier 1933: (85)

Une rapide reconstitution des faits permet à la fois de mettre en évidence les différentes étapes du soulèvement et de souligner les incertitudes qui caractérisent le mouvement anarchiste au début de la seconde République, tant au niveau de l'organisation que dans l'instauration du Communisme libertaire.

Voulant justifier la rigueur de la répression, Azaña affirmera que de Casas-Viejas l'incendie «*allait gagner Medina-Sidonia et d'autres localités de la province de Cadix d'une manière immédiate et imminente*» (86). En réalité, le mouvement insurrectionnel se propagea en sens inverse, même si, dans nos deux villages, le conflit était latent depuis des semaines. C'est le 4 janvier que les cheminots de Jérez menacent de déclencher la grève générale après l'arrestation de deux d'entre eux. Le même jour, les tonneliers, les boulangers et les ouvriers agricoles commencent une grève qui durera jusqu'au 14. Le 8, à Cadix un match de football dégénère en bagarre avec la police: un mort. Le lendemain, plusieurs secteurs se mettent en grève. A San Fernando, boulangers, maçons et tailleurs de pierre cessent le travail le 11. Ailleurs, comme à Ubrique ou Algésiras, les autorités prirent des mesures préventives (arrestations de militants, fermeture des syndicats CNT, envoi de troupes). Et c'est le *dix au soir* seulement que les villageois de Medina et Casa-Viejas se lancent, avec quelques autres villages, dans une bataille qu'ils croient générale et définitive (87).

(82) Cf. CNT, n° 32 du 20 décembre 1932. De même, la participation de villages comme Arcos, Alcalá de los Gazules, Paterna, ou comme La Rinconada (Séville), étonne moins lorsqu'on découvre dans CNT de décembre les conflits qui s'y déroulaient.

(83 et 86) Azaña, OC, II, p. 535 (séance du 2 février 1933). // Azaña, OC, t. II, p. 536 (séance du 2 février 1933).

(84) *Solidaridad Obrera*, n°631, 17 février 1933. N'est-ce pas là un autre exemple de la résistance patronale à la législation agraire de la République, et particulièrement à la loi du 23 septembre 1931, qui obligeait les propriétaires à «*effectuer les travaux préparatoires aux semailles et à semer [...], dans les provinces où l'absence de culture coïncide avec la présence d'ouvriers sans travail*».

(85) Voir les reportages de R. J. Sender, publiés dans *La Libertad*, journal républicain madrilène, puis dans: Casas-Viejas (Madrid, 1933, 103 p.), brochure dont la version augmentée fut rééditée sous le titre déjà cité: *Viaje a la aldea del crimen (Documental de Casa-Viejas)*. Le reportage que fit Eduardo Guzmán pour *La Tierra* se trouve dans l'ouvrage collectif (consacré uniquement à l'insurrection de janvier et conservé à IHS - Amsterdam): *España 1933. La barbarie gubernamental* (Barcelone, Ed. «El Luchador», 1933, 256 p.; photos; prologue de F. Urales). Le Comité régional d'Andalousie et d'Estrémadure popularisa la tragédie dans la brochure *Han pasado los bárbaros! La verdad sobre Casas-Viejas* (Séville, 1933, 45 p.).

(87) CL CNT, n° 59, du 20 janvier 1933. Pour Antonio de la Villa, député ayant enquêté sur place pour le compte du Gouvernement et de son journal, *La Libertad*, les troubles qui éclatèrent le 10 à Médina et Casas-Viejas sont un contrecoup du soulèvement «général» du 8, qui aura servi de détonateur (cf. ses propos rapportés par le *Diario de Cádiz* du 16 janvier 1933, éd. du soir).

Si l'impact de luttes extérieures, sur un mouvement localisé comme celui-ci, peut expliquer ce décalage dans le temps, il faut aussi faire la part de l'improvisation. Pour illustrer l'absence de coordination entre villages voisins, il suffit de rappeler qu'à Medina les paysans seront mis en déroute non seulement par la résistance des carabiniers, mais aussi par le passage inattendu d'un camion de gardes civils se rendant de Tarifa à Jérez, et l'apparition de marins venus chercher du pain depuis Sanlúcar où les boulangers étaient en grève. Alcalá se mit en grève seulement pour protester contre les crimes commis à Casas-Viejas. Quant au militant anarchiste D. Rodríguez Barbosa, de Chiclana, il reconnaît qu'à Casas-Viejas «*le mouvement n'obéissait à aucun plan révolutionnaire de plus ou moins grande envergure. Ce fut seulement une irruption du volcan populaire*» (88).

Il est même symptomatique que les villageois, pour garantir leur succès, renforceront davantage leur isolement en coupant les fils téléphoniques et en creusant quelques tranchées sur les chemins qui desservent le village (89). Cela ne traduit-il pas aussi une aspiration plus ou moins consciente des paysans à régler leurs problèmes au niveau du village, cellule de base de la future société libertaire selon Isaac Puente? (90). Le maire est d'ailleurs destitué à Casas-Viejas où la foule se rassemble sur la place pour contraindre celui-ci et les quatre gardes civils à se ranger de son côté.

D'après les différents récits de la presse bourgeoise ou ouvrière, l'attitude du maire *pedáneo* de Casas-Viejas, alors radical, donc opposant, reste ambiguë et mal élucidée. Le rapport de la 2^e commission (officielle) s'en fait l'écho. Il précise, concordant en cela avec divers témoignages, que les paysans allèrent trouver le maire le 11 au matin pour lui annoncer sa destitution et lui demander de faire savoir aux quatre gardes civils que toute résistance serait inutile. C'est alors qu' «*intimidé par les insurgés, aux dires du maire, ou par complicité avec eux, comme l'affirme un habitant, José Suarez, conseiller [socialiste] de Medina-Sidonia, il porte leur requête au sergent de la Garde civile qui répondit qu'il mourrait en défendant la République plutôt que de se rendre*» (91).

C'est alors que se produisit l'irréparable. Qui tira le premier? Comme souvent en pareil cas, il est difficile de trancher. Le fait est que les paysans, qui devaient disposer de fusils de chasse et d'outils divers, avaient une supériorité très nette. Alors pourquoi faire feu? D'un autre côté, le maire avait pénétré dans la caserne sans ressortir annoncer aux paysans la reddition des gardes. Le sentiment d'avoir été joués, sans parler des rancœurs accumulées lors de la genèse du conflit, en décidait-il quelques-uns à tirer sur les fenêtres d'où les gardes s'apprêtaient à résister? Le fait est que les blessures mortelles portées contre deux de ces derniers allaient peser sans doute très lourd dans la répression des heures à venir.

Après un bref échange de coups de feu, qui blessent mortellement deux gardes, les villageois prennent l'avantage. Quel contenu essayèrent-ils alors de donner à l'idée de Communisme libertaire? En fait, en vingt-quatre heures, pouvaient-ils faire autre chose qu'en proclamer le principe? De plus, les renseignements sont limités et parfois contradictoires. L'anarchiste Rodríguez Barbosa est apparemment le seul à prétendre que le village «*s'employa à prendre possession des explosifs et des armes et à brûler tous les papiers et les documents de la municipalité*» (92). Le Syndicat organisa également une distribution de vivres en donnant des bons que les commerçants devaient se faire rembourser ensuite

(88) *Espana 1933...*, p. 207. D'ailleurs, en 1933, la Confédération fut en partie surprise par l'ampleur du mouvement. Le 14 janvier, le n° 54 de *CNT* titre: «*La Confédération nationale du Travail, et avec elle le prolétariat révolutionnaire, se maintient dans l'expectative, sans perdre sa sérénité*».

(89) Ainsi que l'attestent les corrélations qui suivent entre les consignes de *Tierra y Libertad*, d'une part, et les étapes du soulèvement, d'autre part, il est évident que la tactique de la FAI jouissait d'un crédit certain chez ces paysans. Le n° 60, du 22 avril 1932, considère que, «*dans un village, il est facile de soutenir longtemps un blocus*». En s'isolant, les paysans ne se préparaient-ils pas à soutenir un siège?

(90) «*La commune est la cellule politique, administrative et économique de la nation, la racine qui alimente et nourrit l'Etat, et nous devons nous lancer à sa conquête, car elle doit être la base de la nouvelle société*» (*Tierra y Libertad*, n° 60).

(91) *Diario de Sesiones de las Cortes Constituyentes*, séance du 10 mars 1933, t. 19, n° 309, p. 11 750-1. Azana lui-même, dans son discours du 23 février, taxe le maire de Casas-Viejas de connivence totale avec les insurgés (OC, II, p. 576-8).

(92) *Espana 1933...*, p. 208. I. Puente explique dans l'article déjà cité: «*Dans la Commune, nous avons pour tâche primordiale, la destruction des archives et de toute trace écrite de l'esclavage*».

auprès de lui (93). La révolte des paysans contre l'Etat oppresseur se tourna symboliquement contre le fisc, puisqu'on mit le feu à l'octroi municipal (*caseta de arbitrios*), comme il advint également à Sanlúcar (94). Quant aux propriétaires, ou à leurs administrateurs, on ne les toucha pas, précise *Solidaridad Obrera* du 17 février: «*C'est ainsi que les caciques José Espina et Antonio Pérez-Blanco resteront indemnes, ainsi que les frères Vela qui avaient tiré contre le peuple*» (95).

La répression:

Tout ceci se déroule le 11 au matin. Dans l'après-midi, dès l'arrivée des premiers tricornes (qui tuèrent un paysan et en blessèrent deux), la majorité des militants les plus en vue s'enfuit dans les champs, sans intention apparente d'y soutenir une *guérilla*, malgré les conseils (rares il est vrai) donnés par un journal comme *Tierra y Libertad*, lu dans le village (96). En effet, alors qu'Azaña prétend que les rebelles opposèrent une résistance farouche, d'autres témoins, comme le curé du village, affirment le contraire (97). A cinq heures, douze gardes d'assaut et quatre gardes civils, dirigés par le lieutenant G. Fernández Artal, occupent le village et fouillent les maisons. M. Quijada, suspecté d'avoir tiré le matin sur le poste de la Garde civile est conduit dans le haut du village à la cabane de «Seisdedos», où ce vieillard s'est réfugié avec huit autres personnes dont quatre enfants. Voulant forcer la porte à coups de crosse un garde d'assaut est mortellement blessé par un des occupants de la chaumière. Quijada est envoyé à l'intérieur, mais refuse de ressortir. Fernandez Artal informe alors le Gouverneur de Cadix, demande des grenades «*en faisant remarquer qu'il n'a pas besoin de renforts supplémentaires et qu'il se refuse à incendier la cabane de «Seisdedos» de peur que le feu ne se propage et que la moitié du village ne brûle*» (98). Echanges de coups de feu. Echec d'une nouvelle tentative de négociation. À deux heures du matin, une compagnie de quatre-vingt-dix gardes d'assaut entre dans le village. Elle est dirigée par le capitaine Rojas qui prend les opérations en main. Il a reçu des ordres stricts (même si leurs termes exacts et leur origine sont une source de controverses). De plus, un «délégué du gouvernement» (*delegado gubernativo*) qui est arrivé sur les lieux, reçoit un télégramme du Gouverneur ainsi libellé: «*Ordre strict Ministre de raser maison où sont retranchés insurgés*» (99).

La cabane de «Seisdedos» est alors enflammée. Deux enfants seulement (dont Maria Silva Cruz, «La Libertaria») parviennent à s'échapper par une petite fenêtre. Les six adultes mourront dans le

(93) I. Puente préconise «*la distribution ou le rationnement des vivres*». Cf. aussi l'article «*Nadie debe dejarse morir de hambre*» [*« Personne ne doit se laisser mourir de faim »*] dans *Tierra y Libertad*, n° 64, 20 mai 1932.

(94) Dans le n° 62 de *El Pueblo* (28 février 1933), le leader socialiste de Casas-Viejas dénoncera l'attitude de la municipalité qui avait fait «*monter les produits de consommation*» et ajoute que «*c'est une vraie chance que les insurgés n'aient brûlé que les récépissés*».

(95) Un article de CNT (n° 68, 31 janvier 1933) présente les caciques du village: «*En premier lieu, un certain José Espina, médecin et riche propriétaire terrien [conseiller municipal sous la Dictature], vient ensuite Antonio Pérez-Blanco, petit propriétaire aux aspirations de cacique suprême. Et complètent cette petite série de bourreaux et d'exploiteurs, les frères Juan et José Vela, grands propriétaires*». On accuse ensuite ces deux derniers, jeunes *señoritos*, dont un oncle possédait seulement en réalité 16 ha mais qui en ont aujourd'hui des centaines, d'avoir tiré sur les paysans révoltés et de les avoir désignés à la vindicte des gardes chargés de la répression. A l'inverse, un pseudo-journaliste, agent du gouvernement, obnubilé par le mythe de la *Mano Negra*, prétendit que les insurgés devaient «*fusiller les propriétaires dont les noms figuraient sur une longue liste dressée à l'avance*» (*Diario de Cádiz*, 16 janvier 1933). Le même journal fera état, le 19 février, d'une liste noire qui rappelle curieusement la mise en scène du prétendu complot de 1915.

(96) A la campagne, «*la lutte avec la force armée peut se convertir en guerre de guérillas*», estime le n° 60.

(97) Voir Azana, OC, II, p. 603. Le P. Vera déclara à la première commission parlementaire, chargée d'enquêter officieusement sur place: «*Lorsqu'entra la Garde civile, les gens se dispersèrent immédiatement et rentrèrent chez eux*» (*Diario de Sesiones...*, t. 19, n° 300, 23 février 1933, p. 11 405). Les témoignages des habitants figurent sous la rubrique: *Documentos a que se ha referido el Sr. Algara en su discurso*, p. 11 403-10).

(98) Rapport de la 2^e commission parlementaire (officiellement désignée par le Parlement), intitulé *Dictamen emitido por la Comisión parlamentaria encargada de investigar sobre los sucesos de Casas-Viejas* (*Diario de Sesiones...*, t. 19, n°309, 10 mars 1933, p. 11 750-6).

(99) Texte integral, cité dans un rapport inédit de 37 pages dactylographiées, Celui-ci contient les déclarations des protagonistes de la répression et a permis la rédaction du *Dictamen...* précité de la 2^e commission.

*brasier et les deux autres enfants seront fauchés par les balles en s'enfuyant par la porte, il est environ quatre heures du matin. Deux heures plus tard, les gardes entreprennent à nouveau de «fouiller les maisons [...] avec ordre du capitaine [Rojas] de tirer sur quiconque opposerait une résistance en refusant de franchir le seuil de sa maison [...] ou si la troupe avait peur d'être agressée» (100). C'est ainsi qu'un vieillard fut abattu sur le pas de sa porte et que douze jeunes hommes furent traînés à la cabane de «Seisdedos», puis assassinés malgré leur innocence (101), en vertu de la *ley de fugas* qui permet de supprimer un prisonnier sous prétexte qu'il tente de s'échapper.*

Comment expliquer la rigueur d'une telle répression, alors que tout avait semblé réglé dès l'arrivée des premiers gardes civils? De nombreux indices, comme le télégramme cité et une déclaration postérieure de cinq capitaines d'assaut, tendent à prouver que les ordres donnés pour briser cette insurrection «générale» furent extrêmement sévères, même s'il est impossible d'en rejeter la responsabilité individuelle sur Azana, plutôt que sur le ministre de l'Intérieur, Casares Quiroga, ou sur le directeur de la Sûreté, Menéndez (102). Pourquoi de tels ordres? Azana soutiendra qu'il était absolument nécessaire d'étouffer un à un des foyers d'un incendie qui risquait de s'étendre. Rojas arguera aussi de la crainte d'un soulèvement dans le nord-est de la province (103). Ainsi, les autorités paraissent surprises qu'il ait éclaté au sud. Le gouvernement n'avait-il pas sur-estimé ses adversaires? N'était-il pas décidé plutôt à lui briser les reins? Sur place, en outre, la fatigue et l'exaspération ont pu jouer: certains gardes et Rojas avaient peu dormis depuis quarante-huit heures; un garde avait été tué, d'autres avaient été blessés. Enfin n'y a-t-il pas eu volonté de grossir l'agression, en exécutant les prisonniers sur les débris de «Seisdedos», pour justifier les premiers crimes?

En réalité, cette répression remet en cause le mythe de la fidélité au régime de la Garde d'assaut. Quels qu'aient été les ordres, Rojas n'agissait-il pas pour le compte d'une droite soucieuse de préserver ses privilèges? Cette même droite ne s'est-elle pas montrée reconnaissante à son égard en essayant d'obtenir la révision de son procès, puis en le faisant sortir de sa prison lors du soulèvement «nationaliste»? Enfin, la répression de Casas-Viejas fut fréquemment comparée aux expéditions de «pacification» dans les villages rifains, La République ne payait-elle pas là effectivement le lourd héritage de la guerre coloniale menée au Maroc entre 1909 et 1927?

Les répercussions : les droites au pouvoir:

Du côté officiel, le gouverneur accumula les contradictions. Dès le 12, le ministère de l'Intérieur tenta de cacher le caractère sommaire des exécutions en faisant croire que *toutes* les victimes avaient trouvé la mort en luttant contre les gardes depuis la chaumière. Témoignages et reportages plongèrent dans le doute, puis dans l'indignation. Même *El Socialista* du 13 janvier condamnait tout excès éventuel dans la répression. Le 1er février, lors de la rentrée parlementaire, commençait un affrontement politique violent dont la coalition républicano-socialiste allait faire les frais et qui renforcera la vieille haine des anarchistes à l'égard des politiciens. Les premiers et les plus acharnés à attaquer sont les radicaux, en particulier Guerra del Rio, futur ministre de la coalition de centre-droite, qui prendra la relève. La lutte d'influence

(100) *Diario de Sesiones*, p. 11 752.

(101) Sender écrit: « Parmi ceux qui étaient restés au village, c'est à peine si l'on put compter deux ou trois témoins des faits et membres du Syndicat » (*Viage a la aldea del crimen*, p. 120).

(102) D'après des témoignages complémentaires recueillis par la 2^e commission auprès des officiers de la Sûreté, il semblerait qu'ordre aurait été donné par Azaña, *en tant que ministre de la Guerre*, d'agir «avec la plus grande énergie» envers les émeutiers qui s'en prendraient aux *casernes* (Mori, *op. cit.*, p. 613-619, *Dictamen ampliatorio de la Comisión parlamentaria* et Azana lui-même, *op. cit.*, p. 648-653). Les ordres concernant les émeutes villageoises ou urbaines, et reçus du directeur de la Sûreté par Rojas et d'autres étaient-ils identiques? De qui émanaient-ils? L'un des officiers précise seulement que leur sévérité avait «un caractère exceptionnel, car habituellement les forces de la Sûreté (...) faisaient usage de leurs armes dans le cas extrême d'une agression commise par une personne isolée et en aucun cas contre les masses » (Mori, *op. cit.*, p. 614). Est-il surprenant, dans ces conditions, que les gardes d'assaut se soient tant acharnés contre «Seisdedos» qui avait résisté «isolément»? Est-ce à dire également que, *cette fois*, ils étaient autorisés à tirer sur «les masses»?

(103) «Si je ne faisais pas un châtement exemplaire, je m'exposais à ce que l'anarchie se déclenche et à ce que tout dégénère dans la région de la sierra» (*Diario de Sesiones...*, p. 11 752-3).

entre radicaux et socialistes qui sévissait à Casas-Viejas, à Medina (104) et dans toute la province, se traduisit à l'échelon national par un duel Lerroux-Azana. Le pacte de Saint-Sébastien, mis au point en août 1930 pour renverser la monarchie, achevait ainsi de se désagréger. L'acharnement des radicaux à dévoiler les exécutions, puis à mettre en accusation le gouvernement est toutefois suspect. Lors du putsch anarchiste de décembre 1933, ils ne s'embarassèrent pas de scrupules: à Bujalance (Cordoue), il y aura sept morts dont un enfant. Leur ministre de l'Intérieur, Salâzar Alonso, mettra à profit la grève générale des paysans en juin 1934 pour décimer la FNTT socialiste (10.000 arrestations).

Lors du débat, Azana tente d'abord, le 2 février, de s'esquiver, puis de repousser toute accusation contre le gouvernement. Il souligne le caractère fatal des événements, dû non seulement à la tradition et à l'isolement de la région, mais aussi à l'impossibilité pour un gouvernement d'éviter les excès de quelques policiers. Il brandit la thèse du complot généralisé risquant de faire tache d'huile, mais, en même temps, fait état de l'efficacité des mesures préventives du gouvernement, spécialement dans les grandes villes. Incarnation d'un régime qui pratique constamment, depuis avril 1931, la politique de «*la carotte et du bâton*», il s'affirme conscient du malaise social mais partisan de la fermeté en cas de violence (105). Ses discours dénotent toutes les contradictions d'un réformisme républicain qui, comme celui de 1873, dénie aux masses populaires le droit d'accomplir elles-mêmes des changements structurels, reconnus pourtant comme nécessaires et urgents. A partir du 23 février, il ne peut plus nier les exécutions (106). Adoptant la même attitude que lors des incidents de Castilblanco et d'Arnedo (janvier 1932), il admet la responsabilité *individuelle* pénale des agents de l'Etat, mais se refuse à envisager la responsabilité *collective* politique de son gouvernement (107). Enfin, le 16 mars, après d'âpres polémiques, Azana obtient une motion de confiance de sa majorité. Lors du procès qui eut lieu en mai 1934, le directeur de la Sûreté bénéficiera d'un non-lieu et le capitaine Rojas sera condamné à vingt années de prison (108).

Toutefois, ce succès fut précaire. La coalition de centre-gauche, qui avait surmonté assez facilement les crises antérieures et semblait avoir les affaires du pays bien en main après l'adoption de la constitution de décembre 1931 et les mesures «*sociales*» de 1931-1933, s'effondrait. Les élections législatives du 19 novembre sanctionnaient l'échec d'Azana et donnaient une large victoire à la droite qui tirait les marrons du feu. Dans la province de Cadix, toutefois, 62,73 % des électeurs s'abstenaient, beaucoup montrant ainsi leur attachement à la CNT qui avait prôné cette attitude. La coalition du centre et de la droite, avec de vingt à trente pour cent des inscrits, emportait huit sièges sur dix; José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, arrivait en seconde position. Les socialistes battaient, certes, les radicaux, mais ils perdaient leurs trois sièges (109).

Malgré des dizaines d'arrestations et la fermeture des syndicats, les militants gaditans surent organiser la solidarité et regrouper leurs forces dans les semaines qui suivirent. Tout d'abord, une souscription nationale fut lancée par Paterna, puis reprise par un Comité national de Soutien aux Prisonniers. Par ailleurs, un congrès de la Fédération des Paysans de Jérez se tient dans cette ville les 17, 18 et 19

(104) Voir les accusations du socialiste José Suárez contre le maire radical dans *El Pueblo* des 21 janvier, 28 février, 12 et 15 avril 1933.

(105) Cf, OC, II, p. 540-1 (séance du 2 février 1933).

(106) Le médecin de Casas-Viejas a, en effet, déclaré à la commission officieuse d'enquête «*qu'à sept ou huit heures du matin il vit seulement deux morts dans la petite cour de «Seisdedos» (...) et il ajoute qu'à neuf heures, lorsqu'il revint, il vit qu'il y en avait quatorze*» (*Diario de Sesionesp.* 11 406).

(107) OC, II, p. 603-4 (discours du 2 mars).

(108) Les débats du procès ont été publiés par l'avocat gaditan Manuel Garcia Ceballos dans *Casas-Viejas (Un proceso que pertenece a la Historia)*, Madrid, 1965, 248 p. et 15 photos.

(109) Comme le révèlent des tracts sévillans, Casas-Viejas fut le thème majeur de la campagne. L'extrême-gauche s'élevait «*Contre les crimes impunis de Casas-Viejas*» ; les communistes appelaient à voler «*Contre la République de Casas-Viejas* ». Même les socialistes rappelaient que «*Le gouverneur de Cadix, le jour tragique de Casas-Viejas, était «radical». Le délégué du gouvernement, qui alla à Casas-Viejas et qui ordonna les exécutions avec Rojas, était «radical*». Ces tracts sont conservés à Madrid sous le titre: *Papeles, impresos y manuscritos referen les al siglo XIX, a la situación y lucha política en tiempo de la segunda República y de los primeros momentos del Movimiento Nacional de liberación donados por D. Diego Angulo Iñiguez a la Biblioteca de la Real Academia de la Historia.*

mars. Vingt-deux délégués, venant de seize localités gaditanes (dont Medina), y représentent 20.138 adhérents (110). Plusieurs syndicats gaditans participent ensuite aux travaux du Congrès régional d'Andalousie et Estrémadure, reporté aux 27-31 mars en raison du soulèvement, alors qu'il était prévu pour fin janvier ce qui laisse penser que les «dirigeants» furent surpris par l'ampleur des événements. Ce congrès débouche sur la création de la Fédération régionale des Paysans d'Andalousie et d'Estrémadure, tant désirée par les Gaditans (111). Dès mars également, l'action revendicative directe devient une pratique plus fréquemment utilisée (à Sanlúcar, Vejer, San Roque). Mais c'est au début de juin qu'éclate une action d'envergure massive, la grève des ouvriers agricoles de la plaine, destinée à obtenir des accords de travail plus satisfaisants: aucune baisse de salaires pour la moisson par rapport à l'année précédente, emploi restreint des machines, diminution des horaires de travail. Peut-être en raison de l'impact de l'insurrection de janvier, ces revendications triomphent, révélant encore la puissance du mouvement syndicaliste rural dans le centre et le sud de la province (112).

Il ressort de cette étude monographique que la radicalisation du mouvement anarchiste à Casas-Viejas et le recours à l'insurrection armée n'avaient rien d'inévitable, même si dès les origines l'apolitisme marqua durablement l'organisation que se donnèrent les travailleurs agricoles de ce village. Cette radicalisation se produisit essentiellement après l'avènement de la seconde République sous l'influence de divers facteurs dont il reste à déterminer l'importance respective.

Ce fut d'abord l'hostilité implacable de l'oligarchie foncière locale - reposant, nous l'avons vu, sur l'étroite alliance de la noblesse et de la bourgeoisie agraire - à toute forme d'organisation du prolétariat rural. À cet égard, le précédent de 1915 - le suicide provoqué de Sumaguero - est des plus significatifs. On peut d'ailleurs se demander si la solide implantation et l'action revendicative soutenue de l'anarcho-syndicalisme dans la région viticole de Jérez de la Frontera n'étaient pas une raison supplémentaire de briser dans l'œuf les tentatives d'organisation chez les journaliers d'une *campiña* mi-agricole, mi-pastorale. Cette oligarchie absentéiste - puisque les principaux propriétaires résidaient à Jérez - pouvait disposer ainsi d'une réserve de main-d'œuvre abondante permettant de peser sur les salaires des ouvriers de l'industrie viticole. Elle sauvegardait également le potentiel économique que représentait la terre, même si celle-ci restait pour l'essentiel inexploitée.

Il est, d'autre part, certain qu'une série d'écrans s'interposait entre les habitants de Casas-Viejas et les différentes instances administratives et politiques, accentuant par là-même l'isolement psychologique des villageois. On peut également appliquer cette remarque aux rapports qu'entretenaient les anarchistes de Casas-Viejas avec leur organisation: l'incitation à agir semble être venue de la province voisine de Séville plutôt que de Cadix ou de Jérez (113). De ce point de vue, la République n'avait pas modifié substantiellement la centralisation excessive de la vie communale qui avait caractérisé les régimes précédents.

En outre, les dirigeants républicains ne renouvelèrent pas, sauf rares exceptions, le personnel chargé, tant au niveau de l'administration centrale qu'à l'échelon provincial, d'exécuter les décisions gouvernemen-

(110) Voir *CNT* des 17, 21, 23 et 24 mars 1933.

(111) Voir *CNT* des 21 février, 11, 15, 29, 30 et 31 mars, 1er, 3 et 5 avril 1933. En outre, un plénum de la Fédération provinciale des groupes anarchistes de Cadix se tient les 15 et 16 juillet. On y retrouve les mêmes localités qu'en janvier 1932, mais le nombre des groupes a presque triplé, grâce à une progression sensible à Cadix même et dans des agglomérations comme Medina ou La Linea (*Tierra y Libertad*, n° 128. du 11 août 1933).

(112) Cf. *CNT* des 10, 12, 13, 16 et 19 juin et les accords publiés après la grève dans *BOPC* des 14 et 16 juin 1933. Il convient de souligner qu'une grève générale de paysans éclate le même mois dans les provinces de Séville et Jaén, et que la lutte des classes revêt, en 1933, dans toute l'Andalousie une ampleur exceptionnelle, particulièrement par rapport à 1932. Si les Asturies viennent en tête par le nombre de grèves (95), Séville et Jaén les suivent de très près (85), et Cordoue (54) se trouve pratiquement à égalité, en cinquième position, avec Barcelone (55). Dans la province de Cadix, le nombre de grèves passe de 23 à 37 et celui des grévistes de 4.784 à 33.815 (cf. tableaux de R. Jimenez, *Los grupos de presión en la segunda Republica española*, Madrid, 1969, p. 338-339).

(113) C'est a posteriori que la presse confédérale découvrira la poudrière que constituait la situation socio-économique à Casas-Viejas. Les révélations apportées ne brilleront pas toujours par leur exactitude: on lit dans le numéro du 21 janvier 1933 de *CNT* que Casas-Viejas est le fief du duc de Medinaceli.

tales (114). La plupart des fonctionnaires d'autorité - gouverneurs civils, «délégés du gouvernement» (créés par le dictateur Primo de Rivera), magistrats, officiers - n'étaient donc pas politiquement sûrs. Dans ses discours du 7 et du 16 mars 1933, Azaña y fera allusion en s'interrogeant sur l'attitude du Gouverneur civil et sur les causes du silence des témoins (115). On comprend mieux du coup l'erreur d'appréciation commise sur les risques d'embrasement de la province, notamment dans la zone montagneuse du nord-est. Mieux informé, Azaña aurait dû savoir que ce bastion traditionnellement anarchiste avait été largement entamé par la FNTT socialiste dès les débuts de la République. Nous en trouvons confirmation plus tard, en juin 1934, pendant la grève générale de la FNTT qui est localisée précisément dans cette zone montagneuse (116).

Les événements de Casas-Viejas engagent enfin la responsabilité du mouvement ouvrier espagnol, celle des socialistes - qui surestimèrent la patience des masses paysannes - comme celle des anarchistes - qui surestimèrent leur capacité révolutionnaire -.

En effet, les socialistes firent preuve d'une naïveté incroyable en acceptant l'introduction du principe de la parité patrons-ouvriers dans tous les organismes de la réforme agraire, avec tous les risques qu'elle comportait pour la représentativité des organisations ouvrières (117). De ce fait, le sabotage entrepris par l'oligarchie foncière (non-ensemencement, violation des accords de salaires, etc.) trouvait un semblant de justification dans la possibilité légale qu'elle avait, à l'intérieur même des organismes de la réforme, d'en infléchir l'application dans un sens favorable à ses intérêts. Cette sur-représentation fut, jusqu'au Front populaire, l'un des éléments décisifs de la lenteur de la réforme, plus encore que l'exclusion du champ de la loi de certaines catégories de propriétés, comme les pâturages naturels. Car, après tout, à Medina- Sidonia et à Casas-Viejas - où l'élevage était développé -, l'expropriation visait théoriquement quarante-cinq pour cent de la superficie communale. Si elle avait été effective, le chômage chronique aurait sans doute pu être en grande partie résorbé. Nous savons qu'il n'en fut rien (pas même dans le cadre de l'intensification des cultures qui dépendait uniquement du gouvernement). Ajoutons que le juridisme excessif des socialistes, réticents devant l'occupation provisoire prévue par la loi, fournit un alibi à leurs alliés républicains, hantés par le souci de l'équilibre budgétaire.

A l'inverse, l'hostilité de principe des anarchistes à toute réforme partielle - dont l'importance avait été pourtant reconnue au congrès de juin 1931 (118) - les amena à rejeter en bloc une loi dont ils auraient pu mettre à profit certaines dispositions (comme celle qui prévoyait l'exploitation collective de domaines

(114) A ce sujet, cf. M. Tunon de Lara, *Historia y realidad del poder* (El poder y las élites en el primer tercio de la España del siglo XX). Madrid, 1967, p. 161 et 164-165.

(115) Azana, op. cit., p. 623 et 656-658. Dans ses *Memorias políticas op. cit.*, tome IV, Azaña est beaucoup plus explicite. A deux reprises, il se plaint d'être «mal servi», p. 448 et p. 454. Le 16 mars, à propos de l'affaire Barba, il indique: «On me dit qu'il a été delegado Gubernativo du temps de Primo de Rivera et qu'il est monarchiste», p. 470.

(116) En juin 1934, c'est à Villamartin et Setenil que la grève dura le plus longtemps. Dans ces deux communes, la concentration de la propriété foncière est très inférieure à celle du reste de la province dont la moyenne est de 58%. Villamartin : 36 % de domaines supérieurs à 250 hectares; Setenil: 26 %. Petits propriétaires et petits fermiers espéraient-ils davantage de la réforme agraire que les journaliers?

(117) A peine la loi était-elle votée par les Cortes que la Commission exécutive de la FNTT critiquait la constitution de l'Institut de réforme agraire en ces termes: «...Elle considère comme une profonde erreur la forme sous laquelle on crée le prétendu Institut de réforme agraire, qui deviendra un appareil bureaucratique lourd et coûteux ne rapportant aucun bénéfice au pays. La Commission exécutive estime que l'implantation de la réforme agraire en Espagne échouera si l'on ne modifie pas cet encombrant organisme» (*El Obrero de la Tierra*, n° 38, 1-10-1932). A la mi-décembre, la Fédération s'adressait aux ouvriers agricoles de la province de Cadix pour attirer leur attention sur les modalités d'élection des *Juntas Provinciales Agrarias* envisagées par la direction de l'IRA. Il était question de faire élire les représentants ouvriers au «suffrage direct» par tous les travailleurs inscrits sur les listes électorales, ce qui revenait à mettre en minorité la Fédération, puisqu'elle n'avait pas de section dans toutes les communes (*El Obrero de la Tierra*, n° 55, 17-12-1932). Finalement, le décret du 21 janvier 1933 portant création des IPA donnera satisfaction aux socialistes en retenant le système de l'élection «corporative», c'est-à-dire en ne donnant le droit de vote qu'aux membres des associations constituées conformément à la loi du 8 avril 1932 sur les Associations professionnelles de patrons et d'ouvriers, que récusait la CNT.

(118) «Le Congrès reconnaît que, malgré l'importance et la nécessité de la conquête d'améliorations de caractère moral et matériel au sein du régime capitaliste, la lutte pour ces améliorations ne peut être qu'une espèce de guerre de guérillas préparant à la bataille décisive... » Cf. Diego Abad de Santillan, *Contribución a la historia del movimiento obrero español*, Mexico, 1965, t. II, p. 393.

expropriés par les syndicats de paysans). L'influence de la FAI - animée par des militants issus de milieux urbains - était, il est vrai, devenue prédominante. Dès lors, l'attitude des dirigeants confédéraux face au problème agraire se caractérisa par son ambiguïté: d'un côté, ils incitaient les paysans à multiplier les actions locales; de l'autre, négligeant de les regrouper dans une fédération spécifique, ils les abandonnaient à eux-mêmes... et aux forces de répression qui furent, semble-t-il, considérablement renforcées par la République (119). Au fond, l'idée prévalait toujours que le spontanéisme des masses rurales, non corrompues par les villes, serait le creuset de la révolution sociale (120). Mais, faute d'une analyse précise de la situation, cette orientation laissait les masses démunies le jour où elles prenaient l'initiative, en détournant leurs énergies soit contre des adversaires mythiques (l'aristocratie), soit contre les parvenus ou fondés de pouvoir des grands propriétaires.

De plus, le refus de doter le prolétariat d'une organisation politique autonome - d'où procédait la méfiance pathologique envers les socialistes - aboutit paradoxalement à laisser l'initiative politique à des personnalités au républicanisme douteux. Ce fut, semble-t-il, le cas à Casas-Viejas où, selon certaines sources, Seisdedos (ou l'un de ses camarades) essaya de négocier avec la garde civile par l'entremise du maire *pedáneo*, Juan Bascuñana Tudillo. Démarche difficile à interpréter: les militants de Casas-Viejas entendaient-ils mettre ainsi les représentants par excellence du pouvoir «bourgeois» devant le fait accompli? Ou bien encore reportèrent-ils sur ce Bascuñana - qui était cordonnier de son état - leur confiance sans doute excessive dans le succès de leur cause? Toujours est-il que l'attitude ambiguë de cet individu enclencha l'engrenage que nous connaissons. Il n'est pas invraisemblable qu'un piège ait été tendu - comme en 1915 - aux villageois par des autorités locales et provinciales informées du malaise qui régnait dans la contrée et désireuses de faire un exemple. On n'avait certes pas prévu ni la résistance des assiégés ni ses répercussions. Mais les divers représentants de l'oligarchie foncière (notamment les radicaux) avaient ensuite la possibilité de retourner démagogiquement contre le gouvernement une répression brutale et arbitraire contre des innocents. Ils ne s'en privèrent pas. En attribuant les événements à l'échec de la politique sociale du gouvernement, les radicaux faisaient oublier leurs manœuvres de retardement pendant le débat des Cortes sur la réforme agraire.

Toutefois, nous ne souscrivons pas sans partage à l'opinion courante selon laquelle la modernisation - ou du moins l'adaptation du millénarisme paysan «*ne se produit pas, ou se produit lentement, et de façon incomplète si elle est laissée à l'initiative des paysans*» (121). En effet, un examen sommaire des événements ultérieurs montre qu'en 1936, après la victoire du Front Populaire, une évolution différente se dessine. Certes, le mouvement ouvrier, affaibli par les deux années de gouvernement centre-droit (le *bienio negro*), a-t-il du mal à reconstruire ses organisations. Du côté anarcho-syndicaliste, on enregistre une chute spectaculaire des effectifs pour l'ensemble de l'Andalousie (116.753 adhérents lors du congrès de Saragosse, plus de 300.000 fin 1932). On note, d'autre part, que la FNTT s'attache à reconstituer et étendre son implantation dans les provinces (122). Il resterait à préciser l'influence du parti communiste dans les campagnes andalouses à ce moment.

Mais, quelle que soit l'importance des reclassements qui s'opèrent au sein du prolétariat agricole et de la petite paysannerie, le fait essentiel demeure le rapprochement qui s'amorce entre socialistes et anarchistes. Il est favorisé, de part et d'autre, par une orientation nouvelle: sous l'impulsion de Largo Caballero, l'UGT semble avoir renoncé à la collaboration de classe; au congrès de Saragosse, de

(119) Malefakis, *op. cit.*, p. 350.

(120) Ainsi peut-on lire dans CNT du 15 février 1933 les lignes suivantes (sous la signature d'A. Valdés): «*Que personne ne s'attende à ce que ce soit Madrid, Barcelone, Séville, Valence ou toute autre ville qui commence la révolution. La révolution sociale, qui était en gestation, a terminé sa genèse à Casas-Viejas. C'est là qu'a eu lieu le plus grand crime. Et c'est des bourgades rurales, dont Casas-Viejas est le symbole, que jaillira l'étincelle qui deviendra bûcher purificateur dans toutes les campagnes et villes d'Espagne*».

(121) E. J. Hobsbawm, *op. cit.* p. 20.

(122) En quelques mois, la FNTT tient dix-sept congrès provinciaux dont trois en Andalousie (Cordoue, Séville, Huelva). En outre, c'est à Medina-Sidonia que se constitue, le 28 juin, la Fédération provinciale des communautés agricoles dépendant de l'Institut de réforme agraire. Enfin, c'est les 10, 11 et 12 juillet que la FNTT réunit un congrès dans la province de Cadix (d'après *El Obrero de la Tierra*).

nombreux militants de la CNT critiquent la ligne insurrectionnelle du premier *bienio* (123). Il est concrétisé, en Andalousie, par des meetings unitaires, «d'alliance syndicale» (124). Il se nourrit de l'initiative des masses paysannes, qui occupent les terres, et la stimule en retour. Les dirigeants républicains en tirent les conséquences politiques: ils ajournent l'expropriation - donc l'indemnisation - à moyen terme (dix ans), ce qui lève le préalable du financement, et admettent en conséquence que l'occupation temporaire est la seule façon de rendre la réforme effective. Dans la seule province de Cadix, 18.417 hectares sont ainsi répartis, en quatre mois, entre 1.014 chefs de famille (pour 1933-1934, les chiffres sont respectivement de 7.120 hectares et 1.093 chefs de famille, biens de l'aristocratie exclus). A Medina-Sidonia, l'occupation temporaire affecte 5.122 hectares et bénéficie à 297 familles. Elle touche cette fois-ci, dans des proportions variables, les plus gros propriétaires de la commune, au premier rang desquels le marquis de Negrón (125).

Sous la pression des masses paysannes et de leurs organisations - dont la théorie avait été mûrie par les épreuves (126) - le gouvernement de Front populaire allait plus loin que ne le prévoyait son programme (127). En ce sens, le sacrifice des villageois de Casas-Viejas n'avait pas été complètement vain. On comprend mieux dès lors les raisons de classe qui incitèrent les militaires rebelles à choisir la province de Cadix comme tête de pont de leur dispositif stratégique. En ce sens, Casas-Viejas avait constitué un banc d'essai: pour l'oligarchie foncière, le seul moyen de mettre fin à «l'anarchie » était le recours aux «forces de l'ordre». Faute de sources accessibles, l'historien se demande encore combien de Casas-Viejas l'armée d'Afrique sema sur son passage (128).

(123) Le délégué de l'industrie de la pêche de Pasajes déclare par exemple: «*Il faut dire que le 8 janvier fut une erreur, la première erreur révolutionnaire de la Confédération. Bien qu'on ait dit de Casas-Viejas que ce fut une épopée, des épopées comme celle-là ne nous conviennent pas*». *El Congreso Confédéral de Zaragoza*, 1955.

(124) José Hiraldo; *op. cit.*, p. 50.

(125) Tous les chiffres cités ici proviennent du *Boletín del Instituto de Reforma Agraria*. Les résultats de la réforme agraire sous le Front populaire sont consignés dans les numéros 45 à 48 (mars-juin 1936). L'inventaire des terres légalement soumises à expropriation tel qu'il est consigné dans le tome 45 du *Registro* et le relevé des terres où sont effectuées, de février à juin 1936, les occupations temporaires ne coïncident pas exactement: ainsi, sur les sept lieux-dits concernés, deux ne figurent pas dans le *Registro*; pour quatre d'entre eux, la superficie occupée est supérieure au total de l'inventaire; elle est inférieure dans un seul cas. Cette remarque confirmerait, si besoin était, que les occupations de terres réalisées par les paysans après la victoire du Front populaire emportaient les barrières établies par le législateur quatre ans auparavant. Il reste que cinq des plus importants propriétaires (par la superficie) virent une partie de leurs terres leur échapper. Il s'agissait du marquis de Negrón, de Ramón Ortega Velázquez, de Lozano Candón, du comte de Garvey et de Mercedes Sánchez Zarzuela.

(126) La commission chargée de rapporter sur la réforme agraire au congrès de Saragosse déclarait (*op. cit.*, p. 185) : «*Si nous reconnaissons que la réforme agraire est un fait accompli, cela nous pose, que nous le voulions ou non, un grave problème qui est de ne pas perdre le contrôle des masses paysannes et de ne pas perdre de vue leur préparation pour nos objectifs de transformation sociale. Dans ces conditions, devons-nous accepter ou rejeter la réforme agraire ? La commission considère qu'il nous faut sortir de cette impasse par une solution collective, aussi bien dans les asentamientos de paysans définis par la réforme que dans les diverses modalités d'exploitation de la terre, que nous pourrions condenser dans la création de communautés de paysans*». La commission reprenait ensuite *intégralement* la résolution du précédent congrès, celui de 1931, entendant sans doute par là affirmer la *continuité* de l'orientation confédérale. Mais les déclarations précédentes ne traduisent-elles pas un embarras certain devant le fait *irréversible* de la réforme agraire de la République?

(127) Ce programme accordait, en effet, la priorité au problème du fermage (dérogation de la loi de Giménez Fernandez du 15 mars 1935 et vote d'une nouvelle loi). S'il prévoyait bien, d'autre part, de déroger la loi de «contre-réforme» agraire du 1er août 1935, donc d'annuler la restitution et l'indemnisation «de ses propriétés à la noblesse, la promesse de mener à son terme une politique d'*asentamientos* n'était pas très neuve. Les engagements restaient assez vagues à propos du problème essentiel : utilisation de *tous* les grands domaines inventoriés.

(128) Hiraldo, *op. cit.*, p. 54: «*Pour le seul syndicat de paysans de Jérez, il y eut plus de 1.000 travailleurs assassinés*».

Repères chronologiques:

- 19-26 juin 1870: Congrès constitutif de la *Federación de la Región Española* (FRE) à Barcelone.
- 9 juillet 1872 : Fondation de la *Nueva Federación Madrileña* (noyau du futur parti socialiste).
- 25 déc. 72-2 janv. 73: 3^e congrès de la FRE à Cordoue : il conclut à la nullité du congrès de La Haye de l'AIT et approuve le pacte de Saint-Imier.
- 10 janvier 1874: Dissolution de la FRE. Clandestinité jusqu'en 1881.
- Septembre 1881: Congrès constitutif de la *Federación de Trabajadores de la Región Española* (FTRE) à Barcelone.
- 4 février 1883: Début de l'affaire de *La Mano Negra*.
- Septembre 1888: La FTRE se dissout et fait place à la *Organización Anarquista de la Región Española*.
- 8-9 janvier 1892: Emeute de Jérez de La Frontera.
- Septembre 1893: Début du terrorisme en Catalogne.
- Septembre 1901: Francisco Ferrer fonde *La Escuela Moderna* à Barcelone.
- Août 1907: Constitution de *Solidaridad Obrera*, fédération locale de Barcelone, (noyau de la future CNT).
- 26 juillet 1909: «Semaine tragique» à Barcelone. Exécution de Ferrer.
- 30 oct-1er nov.1910: Congrès constitutif de la *Confederación Nacional del Trabajo* (CNT) à Barcelone.
- Avril 1913 : Constitution de la *Federación Nacional de Agricultores* à Cordoue. Elle adhère à la CNT fin 1918.
- Novembre 1918 : Début du *trienio bolchevista* en Andalousie.
- 10-18 déc. 1919: Congrès de la CNT à Madrid, dit de *La Comedia*. Il adopte le *Sindicato unico* comme type d'organisation.
- Juillet 1927: Constitution de la *Federación Anarquista Ibérica* (FAI) à Valence.
- Juin-octobre 1931 : Après le congrès du *Conservatorio* à Madrid et le Manifeste des «Trente», la FAI prend le contrôle de la CNT.
- 8 -12 janvier 1933 : Insurrection anarchiste au Levant et en Andalousie, Casas-Viejas.
- 8 décembre 1933 : Insurrection anarchiste en Aragon.
- 28 mars 1934 : Pacte d'unité d'action UGT-CNT aux Asturies.
- 1er - 2 mai 1936 : Congrès de la CNT à Saragosse. Il adopte un long rapport sur le communisme libertaire.
